

Jean ZIEGLER et Uriel DA COSTA  
homme politique, altermondialiste et sociologue suisse  
(1991)

# À demain Karl !

Pour sortir de la fin des idéologies

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES  
CHICOUTIMI, QUÉBEC  
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

# UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## **Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.  
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

# UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Un document produit en version numérique par Roger Gravel, bénévole,  
[Page web](http://Page.web). Courriel: [wsl@rogergravel.com](mailto:wsl@rogergravel.com)

à partir du livre de :

Jean ZIEGLER et Uriel da COSTA

### **À demain Karl. Pour sortir de la fin des idéologies**

Paris : Les Éditions Régine Deforges, 1991, 135 pp. Collection :  
“Coups de gueule”.

L’auteur nous a accordé le 29 janvier 2018 son autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel : Jean Ziegler : [jeziegler@vtxnet.ch](mailto:jeziegler@vtxnet.ch)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

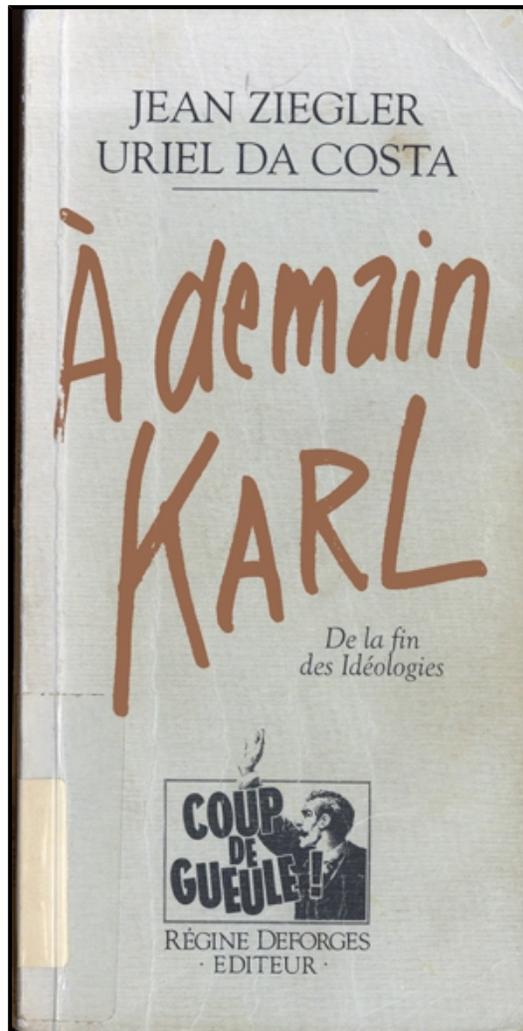
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”.

Édition numérique réalisée le 8 juin 2018 à Chicoutimi, Québec.



Jean ZIEGLER et Uriel da COSTA

À demain Karl.  
*Pour sortir de la fin des idéologies*



Paris : Les Éditions Régine Deforges, 1991, 135 pp. Collection :  
“Coups de gueule”.

JEAN ZIEGLER  
URIEL DA COSTA

À DEMAIN,  
KARL

*Pour sortir  
de la fin des idéologies*

Collection “Coup de gueule !”

Éditions Régine Deforges  
9, rue du Cherche-Midi  
75006 Paris

**À demain Karl.**  
*Pour sortir de la fin des idéologies*

## Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

« Qui n’a légitimement salué la nuit du 9 novembre 1989 comme le début d’une ère nouvelle ?

« Mais en s’écroulant, le mur de Berlin a soulevé beaucoup de poussière, ajoutant ses gravats à la confusion de cette fin de millénaire quelque peu encombrée.

« Fin de guerre froide, fin de l’histoire, fin des idéologies sinon des idées, fin du politique et du social... On ne sait vraiment plus à quelle fin se vouer, comme si désormais le moindre effort de toute compréhension possible s’avérait mort-né, étant bien entendu que dans le sillage de la mort du communisme, c’est d’une nouvelle mort de Marx et du marxisme dont il serait réellement question.

« Que penser de cette pagaille sémantique qui n’a même pas l’excuse du baroque ou du romantisme ? Faut-il en rajouter sur le désenchantement du monde avec les agités de l’éphémère et du vide ? Après les nouveaux “philosophes”, ces “philosophes” nouveaux, arpenteurs émérites de l’évanescence des choses, seraient bien inspirés en refaisant, eux aussi, les cages d’escalier.

« Que faire donc ? Pas grand-chose, si ce n’est justement refaire les cages d’escalier pour très modestement remettre nos raisons en chantier à la recherche d’un sens. Cette recherche est une trajectoire. Et comment la poursuivre sans jeter un regard sur le chemin déjà parcouru ? Paradoxalement, la faillite du communisme nous rend Marx, et c’est une chance pour les femmes et les hommes de progrès de pou-

voir se réapproprier une tradition rationnelle et critique ainsi libérée de son carcan totalitaire.

...Au travail et à demain. »

*Jean Ziegler est sociologue, député en Suisse et auteur de “La Suisse lave plus blanc” paru au Seuil.*

*Uriel da Costa est philosophe, ami de Michel Rocard.*

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[6]

DANS LA MÊME COLLECTION

Marie-Christine Hugonot, *De l'art ou du cochon.*

Guillaume Fabert, *Les Z'Héros du sport.*

Fabien Gruhier, *Bas les pattes !*

Catherine Carlson, *L'Amour, ça fait pas grossir.*

© Éditions Régine Deforges, 1991

ISBN : 2-905538-73-2

[7]

À la table de qui le Juste refuserait-il de s'asseoir  
S'il s'agit d'aider la justice ?  
Quel remède paraîtrait trop amer  
Au mourant ?  
Quelle bassesse refuserais-tu de commettre  
Pour extirper toute bassesse ?  
Si tu pouvais enfin transformer le monde,  
Que n'accepterais-tu de faire ?  
Qui es-tu ?  
Enfonce-toi dans la fange,  
Embrasse le bourreau, mais  
Change le monde : il en a besoin !

Bertolt BRECHT,

*Change le monde, il en a besoin.*

J'ai appris une chose et je sais en mourant  
Qu'elle vaut pour chacun :  
Vos bons sentiments, que signifient-ils  
Si rien n'en paraît au dehors ? Et votre savoir, qu'en est-il,  
S'il reste sans conséquence ? [...]

Je vous le dis :  
Souciez-vous, en quittant ce monde,  
Non d'avoir été bons, cela ne suffit pas,  
Mais de quitter un monde bon !

Bertolt BRECHT,

*Sainte Jeanne des abattoirs.*

En haut et en bas ce sont deux langages  
Deux poids, deux mesures,  
Les hommes ont même figure  
Et ne se reconnaissent plus.  
Mais ceux qui sont en bas sont maintenus en bas  
Pour que restent en haut ceux qui y sont déjà.

Bertolt BRECHT,

*Sainte Jeanne des abattoirs.*

[8]

Ouvrages de Jean Ziegler

*La Contre-Révolution en Afrique*

Payot, 1963, épuisé.

*Sociologie de la nouvelle Afrique*

Gallimard, coll. « Idées », 1964, épuisé.

*Sociologie et Contestation. Essai sur la société mythique*

Gallimard, coll. « Idées », 1969.

*Le Pouvoir africain*

Éd. du Seuil, coll. « Esprit », 1973 ;  
coll. « Points », nouv. éd. revue et augmentée, 1979.

*Les Vivants et la Mort  
essai de sociologie*

Éd. du Seuil, coll. « Esprit », 1975 ;  
coll. « Points », nouv. éd. revue et augmentée, 1978.

*Une Suisse au-dessus de tout soupçon*  
(en collab. avec Délia Castelnovo-Frigessi,

Heinz Hollenstein, Rudolph H. Strahm)

Éd. du Seuil, coll. « Combats », 1976 ;  
coll. « Points Actuels », nouv. éd., 1982.

*Main basse sur l'Afrique*

Éd. du Seuil, coll. « Combats », 1978 ;  
coll. « Points Actuels »

nouv. éd. revue et augmentée, 1980.

*Retournez les fusils !*

*Manuel de sociologie d'opposition*

Éd. du Seuil, coll. « L'Histoire immédiate », 1980 ;  
coll. « Points Politique », 1981.

*Contre l'ordre du monde : les Rebelles*  
*(mouvements armés de libération nationale)*

Éd. du Seuil, coll. « L'Histoire immédiate », 1983 ;  
coll. « Points Politique », 1985.

*Vive le pouvoir !*  
*ou Les Délices de la raison d'État.*

Éd. du Seuil, 1985.

*La Terre qu'on a.*

*Luttes et défaites du tiers monde*

(en collab. avec Laurence Lhomme)

Éd. EDI, 1989.

*La Victoire des vaincus*

*Oppression et résistance culturelle*

Éd. du Seuil, coll. « L'Histoire immédiate », 1988 ;  
coll. « Points Actuels »,

éd. revue et augmentée, 1991.

*La Suisse lave plus blanc*

Éd. du Seuil, 1990.

[9]

Ce livre est dédié à la mémoire de : *Guillermo Ungo*, président du Front démocratique — FMNL — du Salvador, vice-président de l'Internationale socialiste, mort au Mexique, le 28 février 1991 ;

*Kazem Rajavi*, patriote iranien, assassiné à Tannay (Suisse) le 24 avril 1990 ;

*Bruno Kreisky*, ancien chancelier d'Autriche, mort à Vienne le 29 juillet 1990 ;

*André Chavanne*, conseiller d'État (ministre) de la République et canton de Genève, mort à Genève, le 25 septembre 1990.

[10]

[11]

**À demain Karl.**  
*Pour sortir de la fin des idéologies*

## Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#) [13]

[État des lieux](#) [19]

I. [Défense par trois](#) :

1. [Ce qui reste lorsqu'on a tout oublié](#) [27]
2. [Les aventures de la raison](#) [39]
3. [Changer la vie ?](#) [48]

II. [Reconstruction par trois](#) :

1. [Éloge de la social-démocratie](#) [60]
2. [La solitude du tiers monde](#) [72]
  - Tyrannies [72]
  - La déconnexion [87]
3. [Pour l'Éthique](#) [101]

[Pour le socialisme démocratique](#) [109]

[Annexes : Des veilleurs de nuit](#) [113]

[Olof Palme](#) [117]

[Bernt Carlsson](#) [123]

[Bruno Kreisky](#) [127]

[André Chavanne](#) [133]

[12]

[13]

**À demain Karl.**  
*Pour sortir de la fin des idéologies*

## AVANT-PROPOS

« Il ne faut pas toujours tellement épuiser un sujet qu'on ne laisse rien faire au lecteur. Il ne s'agit pas de faire lire, mais de faire penser. »

Baron de la Brède de Montesquieu

[Retour à la table des matières](#)

Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, Uriel da Costa, Portugais descendant de juifs convertis, trésorier d'une collégiale catholique, quitte Porto pour Amsterdam où il entend retrouver ses racines. Mais, rejeté aussi par la communauté juive dont il n'accepte pas les contraintes religieuses, il dénonce les impostures du dogme dans son *Autobiographie*, vigoureux plaidoyer en faveur de la liberté de pensée. Ni juif, ni chrétien, pas même athée : une expérience partagée et prolongée par Spinoza qui en fera un système...

Uriel da Costa est le pseudonyme d'un jeune philosophe savoyard qui prépare actuellement une thèse sur Spinoza. Ami de Michel Rocard, il est, avec moi, coauteur de ce petit livre.

[14]

*À demain Karl...* procède de nos incessantes discussions, de nos interminables conflits, d'une espérance partagée et de l'intelligence de l'amitié. Même de dimensions réduites, un tel livre pose des pro-

blèmes : on ne peut écrire à quatre mains. Or, pour qu'un texte garde sa cohérence, sa force de conviction, son style, il faut qu'un auteur assume entièrement son écriture et ses opinions. Uriel da Costa et moi, nous nous sommes donc partagé les chapitres... Certaines de ses analyses rencontrent mon opposition. Je ne partage pas toutes ses indulgences pour le parti socialiste français, ses stratégies changeantes, ses volte-face. Je suis en désaccord aussi avec sa critique radicale du parti communiste français dont je juge important le combat pour la justice sociale et je tiens pour essentielle l'action de Régis Debray et de Max Gallo.

Dans l'hémisphère Nord, aujourd'hui, le fond de l'air est glacé. La barbarie nouvelle est arrivée, avec son imbécile exaltation de la réussite individuelle, de la compétition brutale célébrant comme une victoire de l'esprit l'écrasement du faible par le fort, le refus triomphant de toute forme de solidarité. Soyez calculateurs et pragmatiques. Le riche a raison, le pauvre a tort. Un vice secret explique sûrement sa pauvreté. La pensée de la totalité ? Une vieille lune. Tout juste bonne pour meubler les loisirs de quelques gauchistes attardés. Une pensée critique ? Vous n'y pensez pas. La pensée doit être performante, donc fonctionnelle. Pour l'homme instrumentalisé par la rationalité marchande, il n'existe plus qu'une unique pensée « juste » : celle produite par la raison instrumentale, justement. Et d'ailleurs l'« instrumentalité » est le vrai sujet de l'histoire.

[15]

Et que dire du tiers monde ? Il n'intéresse plus que quelques groupuscules d'hommes et de femmes lucides et obstinés. La grande presse ? Elle se drape dans son « réalisme » : « Nous avons été tellement trompés. Vos peuples en lutte, souffrants, résistants ? On a compris : au bout de chaque insurrection, il y a un Pol Pot qui attend, tapi dans l'ombre. »

Perversions nécessaires, programmées de toute éternité, lente dérive de chacun des grands mouvements de libération nationale... Les dignes exégètes, commentateurs, éditorialistes de la presse parisienne ne font pas dans le détail. Dans les universités, les instituts, les organismes de recherche, les enseignements, les programmes consacrés aux destins multiples et la plupart du temps tragiques des peuples de la périphérie, se réduisent avec chaque nouvelle année académique. Il

paraît que ce sont les crédits qui manquent. La pensée anti-impérialiste est aujourd'hui archiminoritaire. Ceux qui la préfèrent font figure d'anabaptistes vaguement agaçants, parfois sympathiques, mais toujours anachroniques. En bref, pour la haute intelligentsia parisienne, pour les papes patentés du savoir, nous ne sommes plus dans le coup. Le baron de la Brède de Montesquieu, qui n'était pas un révolutionnaire ni même un démocrate, mais qui, impuissant, assistait aux premiers ravages de l'impérialisme espagnol dans les Amériques, écrit : « Ceux qui ont dit qu'une *fatalité aveugle a produit tous les effets que nous voyons dans le monde* ont dit une grande absurdité ; car quelle plus grande absurdité qu'une fatalité aveugle qui aurait produit des êtres intelligents ? <sup>1</sup> » En cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, dans les [16] sociétés industrielles de l'hémisphère Nord, la bêtise est au pouvoir. Les hécatombes de la faim, les désastres de la sécheresse cyclique, le continuel sous-développement de tant d'économies périphériques, les chutes répétées des prix des matières premières, les mères tuberculeuses, les bébés rachitiques, ridés comme des vieillards, les familles éclatées, les pleurs, la bilharziose <sup>2</sup>, le kwashiorkor <sup>3</sup>, les guerres entre voisins exsangues, la prostitution massive et l'abandon d'enfants, le chômage permanent, les océans de bidonvilles qui s'étendent en Amérique latine, en Asie, en Afrique ? « Événements regrettables, mais hélas, difficilement évitables. Événements si complexes que l'on n'arrive pas à les expliquer... Des pauvres, des misérables, il y en a toujours eu. Oui, Monsieur. La fatalité, je vous le dis. »

Un impératif catégorique habite ce petit livre : un ordre du monde qui donne comme naturels, universels, nécessaires la richesse rapidement croissante de quelques-uns et le dépérissement continu du plus grand nombre, et où les libertés fondamentales, le relatif bien-être, les droits civiques des démocraties industrielles sont payés par la misère, le sang, l'exploitation d'anonymes multitudes de travailleurs du tiers monde, est un ordre inacceptable. Il faut le changer radicalement. En

<sup>1</sup> Montesquieu, *L'Esprit des lois*, vol. I, Paris, Garnier-Flammarion, 1979, p. 123.

<sup>2</sup> La bilharziose est une maladie parasitaire affectant l'appareil digestif ou le système urinaire et provoquant des hémorragies. Elle frappe plus de 200 millions de personnes dans le monde.

<sup>3</sup> Kwashiorkor (mot bantou : « enfant rouge ») : malnutrition grave du jeune enfant qui le gonfle d'œdèmes, lui décolore la peau et les cheveux et le tue rapidement.

1661, pendant son séjour au Rijnsburg, Spinoza note : « Les idées fausses et inadéquates s'enchaînent les unes aux autres, aussi nécessairement que les idées justes [17] et adéquates <sup>4</sup> ». Détruire la logique apparemment contraignante de la rationalité marchande, montrer qui elle sert et comment elle les sert, constitue la première tâche de ce livre. Nous verrons ensuite les dangers que nous fait courir, à nous hommes d'Occident, la continuelle extension de cette rationalité marchande. Avec Uriel da Costa, je revendique le droit à la pensée de la totalité, l'héritage et la filiation d'une tradition de raison que depuis Kant on nomme « critique ». Tout ne se vaut pas. Il existe des hiérarchies et des identités. La gauche n'est pas la droite et « l'ère du vide » annoncée par la société post-industrielle et médiatique n'est pas un progrès <sup>5</sup>. Le monde n'est pas un pur spectacle... Le triomphe de l'individualisme forcené et de l'esprit de concurrence sur la raison de solidarité, la réduction de l'homme à sa fonctionnalité marchande préparent une régression de civilisation. Il y a des principes sur lesquels il est impossible de transiger : celui de l'exigence du bonheur pour tous, de l'identité vécue entre tous les hommes. Moi je suis l'autre, l'autre est moi. L'inhumanité qui atteint l'autre détruit l'humanité en moi. L'idée première de ce livre appartient à Jean-Claude Gawsewitch. Sans son conseil amical, son attention vigilante, ce projet n'aurait pu être mené à son terme. La mise au net du manuscrit a été assurée avec compétence et une infinie patience par Marie-Ange de la Sen. Uriel da Costa et moi-même leur exprimons notre profonde gratitude.

Jean Ziegler,  
Genève, mars 1991.

[18]

---

<sup>4</sup> Spinoza, *L'Éthique*, traduction Charles Appulin, *Œuvres*, vol. III, Paris, Garnier-Flammarion, 1965.

<sup>5</sup> Richard Labévière, Christophe Devouassoux, *Éloge du dogmatisme*, éd. de l'Aire, Lausanne et Paris, 1989.

[19]

**À demain Karl.**  
*Pour sortir de la fin des idéologies*

## ÉTAT DES LIEUX

« Nous mènerons encore plus qu'un deuil, chantant l'hier, chantant Tailleurs, chantant le mal à sa naissance et la splendeur de vivre qui s'exile à perte d'hommes. »

Saint-John Perse,  
*Exil.*

[Retour à la table des matières](#)

Qui n'a légitimement salué la nuit du 9 novembre 1989 comme le début d'une ère nouvelle ? Mais en s'écroulant, le mur de Berlin a soulevé beaucoup de poussière, ajoutant ses gravats à la confusion de cette fin de millénaire quelque peu encombrée. Fin de la guerre froide, fin de l'histoire, fin des idéologies sinon des idées, fin du politique et du social... On ne sait plus à quelle fin se vouer, comme si désormais le moindre effort de toute compréhension possible s'avérait mort-né, étant bien entendu que dans le sillage de la mort du communisme, c'est d'une nouvelle mort de Marx et du marxisme dont il serait réellement question. Que penser de cette pagaille sémantique qui n'a même pas l'excuse du baroque ou [20] du romantisme ? « Marx agonise » : c'est la manchette d'un quotidien de Genève, qui annonce en ces termes choisis la chute du mur, le mur de la honte, le « rideau de fer » qui renvoie l'écho : « *Ich bin ein Berliner* », « le symbole de la guerre froide et de la coupure du monde en deux blocs opposés. » Et la presse de la cité de Calvin ne fait pas exception puisque la plupart des médias nouent explicitement le lien entre la fin de Yalta et celle de

ce qu'il est convenu d'appeler « l'idéologie marxiste ». Les « unes » rivalisent de comparaisons, de métaphores et de grands titres pour bien persuader leurs lecteurs que le « grand barbu de Trêves » est, cette fois-ci, définitivement mort, et bien mort, terrassé par une terrible accélération de l'histoire. Alors les journaux deviennent passionnants, forcément passionnants parce qu'un des moyens les plus immédiats pour essayer de mieux comprendre comment nos sociétés gèrent leurs préjugés : certitudes sensibles échangées comme autant de vérités universelles devenues indiscutables, évidentes.

Évidence aveuglante et relevant quasiment de l'inné, ici même naturel... Une seconde nature omniprésente envahissante qu'on ne peut pas ne pas interroger, relire moins immédiatement.

En somme : démêler la presque permanente confusion entre la nature et l'histoire, effectuer un déchiffrement de l'actualité, pratiquer le « flair sémiologique » de Roland Barthes et Umberto Eco, c'est-à-dire tenter de saisir du sens justement là où il ne semble y avoir qu'une accumulation de faits contingents, bref, partir d'événements pour les faire « parler », sans pour autant les faire parler au nom d'une autre vérité qu'il suffirait [21] de dévoiler ou d'attraper comme un oiseau à la glue. Encore plus bref : renouer avec une certaine tradition critique. C'est de cette tradition-là dont il est ici question, mais encore un instant, feuilletons les journaux.

Novembre 1990 : plusieurs centaines de milliers de lycéens français descendent dans la rue. Quelques casseurs débarquent des banlieues et pillent des vitrines. Le président de la République reçoit les lycéens qui réclament plus de milliards. À titre d'exemple : « Si la France couve aujourd'hui une crise générale ou éprouve le besoin de s'étendre sur le divan pour une psychanalyse nationale, c'est d'abord parce qu'elle a vécu plus que tous les autres États occidentaux sous l'influence du marxisme. L'affrontement droite-gauche y avait pris une dimension idéologique hors du commun. Emportés et aveuglés par ce débat, nous n'avons su construire aucune alternative. Résultat : l'écroulement des pays de l'Est, que nous avons salué comme une victoire, nous recouvre de sa poussière et de quelques gravats. Il signe aussi une certaine défaite de la pensée française, brutalement plongée dans le vide. Nos politiques ne savent plus contre qui s'opposer, nos intellectuels contre qui penser. » Voilà à peu près résumé par *Le Point* le sentiment de la droite parlementaire. D'autres événements auraient

pu illustrer le même propos, comme si dès qu'éclataient crises, affaires, explosions sociales et tensions internationales, la mise en cause du marxisme constituait le meilleur des fils conducteurs possibles pour effectivement dire qu'avec la chute du mur, c'est en définitive la victoire du capitalisme qu'il conviendrait de justement saluer. Après le nez par terre, c'est la faute à Voltaire, le ruisseau et Rousseau, aujourd'hui, [22] c'est la faute à Marx ; une mise en cause généralisée qui désormais fonctionne comme préjugé dominant, sans pouvoir encore dire son vrai nom.

Idéologie, nouvelle idéologie produite non seulement par les journaux, mais également relayée par la plupart des forces politiques, y compris celles dont le marxisme constituait une référence obligée. Engagés dans un grand débat consacré à leur *aggiornamento*, les socialistes eux aussi s'éloignent d'un système de références devenu quelque peu encombrant et pour certains incongru.

Au comité directeur du 29 septembre 1990, le secrétaire national au « Projet pour la France de l'an 2000 » Michel Charzat, proche de Jean-Pierre Chevènement, chef de file de la prétendue gauche du PS, présente les conditions d'un grand débat : « L'histoire s'est remise en mouvement. Démentant les conceptions déterministes, libérales ou marxistes, les événements de ces derniers mois rappellent que notre époque ne peut être expliquée seulement par l'économie. » Renvoyer dos à dos libéralisme et marxisme, ce dernier ici considéré comme un économisme simpliste, ramène inévitablement aux difficultés de l'interprétation.

Quel marxisme ? Question centrale mais encore prématurée à ce stade de l'état des lieux. Lieux indifférenciés, pleins des mêmes résonances comme aussi à Strasbourg fin août 1990, lors de la rentrée politique des amis de Michel Rocard.

Jeune théoricien de la gauche intelligente, Patrick Viveret s'adresse aux animateurs des clubs « Convaincre », réseaux de réflexion politique proche du Premier ministre, en invoquant lui aussi la grande rupture avec le marxisme, comme si la gauche démocratique assumait les responsabilités posthumes du « socialisme scientifique ».

[23]

Même ambiance dans l'enceinte du congrès du parti socialiste ouvrier espagnol qui se déroule à Madrid les 9, 10 et 11 novembre 1990, où là encore la négation du marxisme prend des tournures de cérémonie expiatoire comme pour définitivement laver la mémoire de la gauche méditerranéenne d'une faute inavouable. Exsangues après la réunification, les sociaux-démocrates allemands entonnent le même refrain, comme leurs collègues autrichiens et travaillistes britanniques. Négation non pas argumentée pour une quelconque explication avec quelque'un ou quelque chose qui ferait résistance et qu'il faudrait dépasser, mais négation pure, « néantisation » appuyée comme si la philosophie de Karl Marx n'avait tout simplement jamais existé... Une seconde mort en quelque sorte, déchirée par les ronces innombrables sur cette pierre tombale, dont elle ronge inexorablement toute inscription, même jusqu'au nom.

Paris 23 octobre 1990, 19 h 29 (AFP) : « Le philosophe français Louis Althusser est décédé lundi à 72 ans, à l'hôpital de La Verrière au Mesnil-Saint-Denis (banlieue parisienne), a-t-on appris mardi à l'École normale supérieure, où il avait longuement enseigné. Le philosophe avait notamment été un maître à penser renouvelant l'idéologie marxiste. » La nouvelle passe presque inaperçue. Deuxième mort là aussi et précisément là. Avant même d'évoquer son itinéraire intellectuel, *Libération* du lendemain commencera par nous rappeler qu'il ne supportait pas l'idée d'avoir des enfants et que, souffrant de psychose maniaco-dépressive, il avait étranglé sa femme Hélène le 16 novembre 1980, avant d'être conduit à Sainte-Anne. Nicolas Poulantzas, son élève, s'est jeté par la fenêtre, le linguiste Michel Pécheux a plongé dans la Seine. Heureusement [24] qu'Étienne Balibar et Pierre Macherey tiennent bon. Bref, Althusser emporté par un fait divers...

Une nouvelle fois bien seul, mais toujours opiniâtre dans son métier d'informer, *Le Monde* rend néanmoins un dernier hommage au « caïman », c'est-à-dire au responsable des études de philosophie à CENS de la rue d'Ulm, « dans la lignée de Marx et de Spinoza ». Christian Delacampagne : « Au-delà des polémiques auxquelles ils n'ont pas fini de donner lieu et par-delà la tragédie de novembre 1980 que rien ne peut justifier même si Althusser lui-même en a payé très cher les conséquences, ses principaux livres continuent de mériter

notre respect ; moins pour leurs conclusions toujours discutables, que par la leçon de courage et d'honnêteté intellectuelle qu'ils nous dispensent. » C'est tout, mis à part un éloge de qualité, entre un papier sur Thatcher et de Gaulle et un autre concernant « l'entreprise à la recherche d'elle-même... » Où ça ? Dans la *Revue des deux mondes*. On croit rêver ! Comme si une fois de plus l'effondrement du communisme et la falsification du marxisme pratique produisaient logiquement l'oubli du philosophe lui-même. Étonnement dû non pas au fait d'être ou de ne pas être althusserien, au-delà aussi de toute dimension affective (et quand bien même), mais davantage lié à l'absence de toute problématique, à la rupture avec toute quelconque mémoire minimale nécessairement entraînée dans le trou noir de cette disparition. Comme si ne pas s'expliquer avec le philosophe présentait l'infime avantage de ne pas s'expliquer avec sa pensée non plus... Personnalisation abusive devenue spontanément inévitable. Sous d'autres cieux, la publication des 130 volumes des œuvres complètes de [25] Marx et Engels doit être interrompue faute de fonds nécessaires, apprend-on à Berlin auprès de l'organisme chargé de la privatisation des biens de l'État dans l'ex-RDA, la Treuhandgesellschaft. 43 volumes ont déjà paru. Un comité d'enseignants, de chercheurs et de responsables politiques tente d'obtenir le déblocage des fonds. « Il faut que le projet soit mené à bien, car les générations actuelles et futures de chercheurs ont besoin de l'édition complète, qu'ils soient marxistes, non-marxistes ou anti-marxistes », lit-on dans une lettre du comité adressée à la Treuhandgesellschaft. Le même jour, le parti communiste au pouvoir en Mongolie abandonne les principes fondamentaux de Marx et de Lénine qu'il juge dépassés, annonce son secrétaire général Gombjavyn Ochirbat. On pourrait poursuivre encore longtemps.

Bref, ces quelques coupures de presse, manifestations phénoménales de l'écume des jours, ces « aventures » de l'esprit nous ramènent chacune à sa manière à l'état actuel de la pensée, son avenir et sa pratique effective momentanément enlevée par les théoriciens du désenchantement, les néo-admirateurs du général de Gaulle et autres redécouvreurs. Sur les gravats du mur aucune idée nouvelle n'avait germé, rien n'a poussé sinon de vieilles rivalités régionales, ethniques et religieuses. À l'Ouest quel avenir, quel horizon tout court ?

Quelques raisons nécessaires de remettre en chantier une réflexion minimale, précisément en partant de cet acharnement très en vogue aujourd'hui à décréter une nouvelle fois la mort définitive de Karl Marx ?

[26]

À un quotidien américain ayant annoncé par erreur son décès, Mark Twain écrivit au rédacteur en chef que la nouvelle était *très exagérée...*

[27]

**À demain Karl.**  
*Pour sortir de la fin des idéologies*

# I

---

## DÉFENSE PAR TROIS

« Je ne suis pas de ceux qui sont fanatisés par leur pays ou encore par une nation particulière ; mais je vais pour le service du genre humain tout entier ; car je considère le Ciel comme la Patrie et tous les hommes de bonne volonté comme les concitoyens en ce Ciel ; et j'aime mieux accomplir beaucoup de bien parmi les Russes que peu parmi les Allemands et autres Européens [...] Car mon inclination et mon goût vont au bien général. »

Liebniz,

*Lettre à Pierre I<sup>er</sup>, 16 janvier 1796.*

### 1. Ce qui reste quand on a tout oublié

[Retour à la table des matières](#)

« Le problème crucial de notre temps est celui de la nécessité d'une pensée apte à relever le défi de la complexité du réel, c'est-à-dire capable de saisir les liaisons, interactions et implications mutuelles, les phénomènes multidimensionnels, les réalités qui sont à la fois solidaires et conflictuelles [28] (comme la démocratie elle-même est le système qui se nourrit d'antagonisme tout en les régulant). »

Edgar Morin,  
*Le Monde* du 22 septembre 88.

Une nouvelle très exagérée... Par rapport à cette nouvelle, les communistes français restèrent bien évidemment inaptes au déchiffrement. Ne revenons pas sur le rapport Khrouchtchev, l'affaire Kravchenko, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et toutes les occasions de lucidité jamais retrouvées, mais restons plutôt sur l'histoire plus récente qui devait suivre la chute du mur. Au-delà du saisissant constat, de l'ampleur du désastre, désastre et échec d'une réalité délirante sous couvert de « socialisme réel », de belles âmes du PCF veulent encore se convaincre et nous convaincre que nous assistons simplement à la phase négative d'une figure dialectique inachevée qui fatalement fera ressurgir *une eschatologie sociale rédemptrice, autrement dit la victoire finale*.

Ainsi, en vertu de ce système, Lucien Sève, qui cherche désespérément un second souffle pour le communisme, constate qu'« un socialisme meurt, un autre tente de renaître ».

Comme si tout ce qui s'était fait jusqu'à maintenant sous le label du « socialisme réel » n'entretenait qu'un rapport lointain avec le « vrai communisme », celui-ci qui contrairement à celui-là désignerait toujours un idéal de progrès et de justice sociale.

Nouvelle invention du comité central souffrant d'abstraction et de langue de bois pour masquer sa seule réalité effective : un profond désarroi tantôt grotesque, le plus souvent pathétique.

[29]

Nouvelle invention qui, semble-t-il, entretient encore les liens de proche parenté avec le « socialisme réel » demeuré et même avec la pensée la plus authentique de Marx lui-même, mais là aussi, procédons selon l'ordre des raisons.

En dépit de l'air du temps et de l'« irrécupérabilité » des communistes français, Marx et le marxisme sont-ils pour autant définitivement morts ?

Vers la fin de sa vie, l'auteur du *Capital* défendit avec beaucoup de vigueur Hegel, unanimement considéré par l'intelligentsia dominante comme un « chien crevé ».

Aujourd'hui, défendre Marx comme il le fit pour ce « chien crevé de l'idéalisme », délimite un des impératifs catégoriques de notre temps. Une défense là encore, non pas nostalgique ou affective, mais

fondée notamment sur trois couches de nécessité. La première indique comment de nombreux éléments centraux de la pensée de Marx constituent des articulations majeures et vitales de notre grammaire idéologique actuelle.

La deuxième balise la solidarité et l'enchaînement de différentes étapes de la mémoire occidentale dans des filiations propres. Prenons bien soin d'écrire « mémoire » et non « histoire », notion linéaire et par trop saturée d'incessantes justifications incantatoires.

Enfin une dernière couche de nécessité, ayant bien sûr partie liée avec les deux précédentes, concerne plus précisément notre aptitude à nous révolter, aurait dit Sartre, à comprendre notre réalité, voire à la transformer.

La prise en compte ou la négation du marxisme continuent malgré tout à avoir beaucoup à faire avec le désir ou le non-désir [30] de changement. Et ici dans le sillage de sa mort, Marx n'entraînerait-il pas d'autres disparitions récurrentes, pour n'évoquer que celle de Rimbaud et autres partisans du « Changer la vie », ou plus modestement d'une citoyenneté active, voire du degré zéro de toute participation sociale encore possible ?

Cette défense de Marx et du marxisme fait question indépendamment d'un problème d'appartenance et d'étiquette. D'où parlez-vous ? Autrement dit, « être ou ne pas être marxiste » ? Interrogation inévitable, inévitablement formulée en ces termes selon les variantes du genre ; peut-on encore être marxiste aujourd'hui ? Comme si tout un chacun était tenu de dramatiser ainsi son appréciation sur le mode shakespearien de l'« être ou ne pas être » ! Mais si on tient vraiment à faire de la métaphysique, alors commençons par : « Pourquoi y a-t-il une chose plutôt que rien ? » Comme si notre confrontation avec Marx devait obligatoirement se réduire à la question du sujet. Une question la plupart du temps formulée de l'extérieur, selon les données formelles de l'appartenance et de l'exclusion. Une question d'emblée problématique.

Dans la pensée marxiste, la problématique du sujet est certes importante, mais c'est déjà une interrogation interne qui se déploie sur le terrain conceptuel et métaphysique. À la question extérieure de l'être, souvent propice à de mauvaises querelles, doit répondre une mise en perspective visant à restituer cette pensée dans ses filiations légitimes,

dans un « avant » et un « après » qui permettent d'en mieux repérer la genèse, les aboutissements et les transformations qui ne manquent pas d'altérer et de travailler intérieurement toute pensée vivante.

[31]

Êtes-vous marxiste ?

Rejeter une telle formulation n'a pas qu'une portée négative mais consiste, au contraire, à renvoyer dos à dos, disons, pour faire court, les scolastiques et les positivistes. Expliquons-nous ! Durant des décennies, les représentants de la « vulgate marxiste » ont lu, commenté et proposé la pensée de Marx sous le mode de l'être. De l'*establishment* universitaire aux réseaux culturels et artistiques les plus divers on était marxiste, comme on fut existentialiste dans le Saint-Germain-des-Prés de la Libération. Pas un morceau de l'œuvre de Marx ne fut abandonné à la critique rongeuse des souris : l'exégèse et l'herméneutique spécialisées fleurissaient, les compagnons de route aussi et le parti communiste français jouissait d'un grand prestige. Même si ce dernier a laissé quelques plumes dans les événements de mai 68, le marxisme comme idéologie dominante de ces milieux s'en est trouvé conforté, même si, à l'occasion, les « humanistes » découvrant Gramsci s'affrontaient sans concession au scientisme des althusseriens. Les *disputatio*, rarement fondés sur des pratiques sociales ou politiques, ont très souvent dégénéré en querelles byzantines, faisant prédire non sans quelque raison à Raymond Aron, dans son *Opium des intellectuels*, la fin de l'âge idéologique, examen perspicace des mœurs de la « planète Marx » toute occupée à interpréter et réinterpréter les intentions du grand barbu comme les scolastiques l'avaient fait avec la pensée d'Aristote durant des siècles. Sur cette planète au demeurant fort sympathique, tout ne fut pas totalement dommageable et les recherches structuralistes menées dans des directions aussi différentes que la linguistique, l'ethnologie ou la psychanalyse ont renforcé l'usage tous terrains [32] de la pensée marxiste avec souvent beaucoup de bonheur et selon des rationalités propres d'un vrai travail en acte. De fait, l'essor des sciences sociales a pu prendre durablement l'ampleur qu'on connaît en puisant généreusement concepts et méthode dans la substance de la pensée marxiste.

Mais en « marxisant » à tort et à travers la plupart des objets et procédures de notre univers culturel, les scolastiques ont grandement

favorisé le rejet actuel du marxisme. Les positivistes (et c'est méchant pour Auguste Comte) viennent ensuite mais sont parfois les mêmes qui s'adonnent à la scolastique de l'être et du non-être, les mêmes un peu vieilles et passées du « col mao au Rotary »<sup>6</sup>, maniant avec brio le reniement de soi-même.

C'est parce qu'on a été stalinien, maoïste ou autre chose et qu'on s'est largement trompé, mais qu'on le reconnaît sans arrêter de le dire et de le répéter (de préférence en direct), qu'aujourd'hui on est forcément les plus en phase avec la vérité de l'air du temps.

La formule ici en vigueur : « *Le marxisme est dépassé.* » Par quoi ? Et pourquoi ? On attend la réponse... Comme il est souvent judicieux d'en revenir aux mots eux-mêmes, considérons brièvement ce que « dépassé » veut dire.

« Dépassé », chose archaïque, comme si, en vertu d'un évolutionnisme inéluctable, les théories se transformaient comme les espèces. À l'image de certains équipements industriels rendus obsolètes par l'avancée technologique, le marxisme se trouverait périmé, suite à l'apparition d'un matériel [33] « nouveau » de meilleure qualité ou d'une meilleure rentabilité.

Les positivistes considèrent non seulement que l'histoire des idées se déroule d'une manière continue, comme on défait un rouleau d'étoffe, mais surtout que dans ce « dépassement » s'effectue un progrès, un « surpassement » au sens où Flaubert écrit notamment : « S'il avait eu ce don-là, Hugo aurait dépassé Shakespeare... »

Mais revenons aux trois couches de nécessités sur lesquelles pourrait prendre appui une défense opératoire du marxisme. La première insistait sur ce qui reste aujourd'hui de la pensée marxiste. Là n'est pas le lieu d'explorer en détail les écrits ou de réécrire les bons manuels disponibles sur la question dont *La Pensée de Karl Marx* de Jean-Yves Calvez<sup>7</sup>, ou les travaux de Henri Lefebvre par exemple. Cet « héritage » ne va pas de soi tellement il participe à la pagaille sé-

---

<sup>6</sup> Guy Hocquenghem, *Ceux qui sont passés du col mao au Rotary*, Albin Michel, 1987.

<sup>7</sup> Le Seuil, 1965.

mantique de cette fin de siècle et ce n'est pas un des moindres mérites de Louis Althusser d'avoir clairement montré à quel point le marxisme se constitue en premier lieu comme philosophie critique : critique de l'idéalisme allemand, critique de l'idéologisme en général, mais surtout critique de la société britannique du début du XIX<sup>e</sup> siècle en plein essor industriel. Point donc chez Marx de théorie de l'économie planifiée ni de théorie de l'État. Le marxisme n'est pas un économicisme, encore moins une conception arrêtée de l'État prolétarien. Les régimes marxistes n'existent pas et bien rares sont les médias à ne pas omettre Lénine et le léninisme lorsqu'ils évoquent tel ou tel pays.

[34]

Dans l'idéologie spontanée de l'information, le marxisme, le léninisme, le communisme et le socialisme finissent par s'identifier, par s'abolir dans la même continuité. Rien d'étonnant donc à ce qu'on passe si aisément de la chute du mur de Berlin à l'agonie d'une pensée. Au-delà de cette confusion il subsiste ce que Jean-Yves Calvez appelle un « certain réalisme de Marx » : l'homme, c'est le « monde l'homme » a dit l'auteur du *Capital*. On ne voit pas très bien encore aujourd'hui, même après la chute du mur, comment appréhender telle ou telle dimension humaine en dehors de toute « immersion », en dehors de toute implication sociale. En ces temps de vide idéologique, il importe encore de pouvoir ainsi rappeler que l'esprit — ou l'âme — et toute tentative de transcendance absolue aura bien du mal à s'abstraire de tout corps physique, social et linguistique, tout ayant toujours déjà commencé... Cette prise en compte obligée découle bien évidemment de toute la tradition matérialiste, mais aucun des prédécesseurs de Marx n'avait mis à jour si radicalement l'implication humaine dans ses procédures de travail, de consommation, et de re-création. Sans trancher la discussion inachevée entre le « jeune Marx » et le Marx du *Capital*, comment ne pas voir à quel point le concept *d'aliénation* autour duquel se construit le si riche apport de l'École de Francfort met aujourd'hui en lumière crue de nombreux modes et de nouvelles conditions inégales de travail ? Jean-Yves Calvez : « Marx a un sens aigu de l'aliénation, c'est-à-dire du danger que les hommes se perdent ou se trahissent, dans et par les œuvres mêmes au moyen desquelles ils cherchent à se réaliser. Cela concerne les produits de leur travail et de leur génie, ou encore les "produits" de la science et, finalement, [35] les structures qu'ils élaborent. Autant d'objets par lesquels ils se

réalisent, mais qui sont toujours susceptibles aussi de se retourner contre eux, de tourner à l'aliénation, à la perte de soi. L'histoire concrète est ainsi toujours faite de contradictions ou de potentialités de contradictions ; elle est "dialectique" donc, en un sens différent, il est vrai, de celui trop purement optimiste et progressiste que le marxisme courant avait retenu. Ce concept d'aliénation demeure "précieux"<sup>8</sup>. » En rupture avec le « marxisme courant », mais prolongeant une pensée authentiquement marxiste, André Gorz s'est fait le grand cartographe de la redistribution moderne et des nouvelles traductions de l'aliénation, traquant ses mécanismes inédits, ses mutations ininterrompues et son cortège de rapports de force et d'injustices sociales.

Malheureusement cette histoire ne s'est pas arrêtée avec la chute du mur de Berlin, et sa compréhension non plus ne doit pas s'interrompre. Même si cette complicité entre l'humain et le social a été poussée par certains jusqu'à un déterminisme mécaniste et absolu ne ménageant plus aucune place pour le sujet, l'apport marxiste grâce auquel on différencie davantage l'inné de l'acquis fait désormais partie de notre modernité.

Plus précisément pour son attention toute particulière portée sur les mécanismes économiques, la pensée marxiste va au-delà de l'examen du simple rapport de travail, de la seule confrontation travail/capital pour traquer la complexité des structures d'accumulation et de redistribution du capital.

[36]

Comment prétendre aujourd'hui réformer, voire seulement réfléchir une fiscalité moderne sans prendre l'exacte mesure de l'état des lieux, notamment des structures de la propriété ? Là aussi, cette vision « structuraliste » de la vie sociale a pu ici et là tuer l'homme... du moins une certaine idée de son autonomie, et de l'autonomie de certaines de ses activités. Ainsi, en refusant toute autosuffisance de nature à l'activité politique, il a cru qu'il suffirait de maîtriser les structures économiques pour résoudre toutes les émotions du pouvoir politique ouvrant ainsi une porte sur l'arrière-cour terrible du totalitarisme. Mais ce faisant, il a toutefois contribué à montrer qu'on peut

---

<sup>8</sup> *Études*, novembre 1990.

difficilement « faire de la politique » sans tenir compte des contraintes économiques locales et plus globales.

Quel homme politique sérieux, à part les ultralibéraux, peut encore aujourd'hui soutenir que le pouvoir politique, l'État, ne doit pas intervenir dans la vie économique ? N'est-il pas paradoxal, sinon cocasse, de voir les pays politiquement les plus libéraux se faire les plus interventionnistes dans la recherche appliquée, par exemple, ou la conquête de nouveaux marchés extérieurs ?

Enfin, et pour ne repérer que les perspectives les plus directement significatives quant à l'actualité opératoire d'une défense, il faut aussi lever un malentendu concernant la prétendue errance collectiviste de la pensée de Marx. Là aussi, soucieux d'être bref et schématique tout en évitant de fâcheuses restrictions, il faut redire très clairement que Karl Marx réfutait de son vivant le qualificatif de « marxiste » et qu'on ne saurait évoquer sa pensée qu'au pluriel. Nous l'avons mentionné, si Louis Althusser a privilégié [37] une lecture du *Capital* au détriment des écrits d'une jeunesse plus humaniste, Henri Lefebvre, quant à lui, a passionnément défendu toute sa vie un marxisme personnel au service de la libération des individus « aliénés » par les structures de domination économique, politique et autres des sociétés développées, comme de celles qui le sont moins ou en passe de l'être.

Quelles que soient l'interprétation et la mise en pratique historique qu'aient pu faire Lénine ou les autres de la « lutte des classes », il est symptomatique que la pensée marxiste ait pu, à un moment ou un autre, apparaître comme la « voie royale » d'une nécessaire reconquête de la dignité. En effet, quelle autre philosophie que le marxisme a été aussi loin dans cet effort continué de chaque individu pour l'accomplissement de soi ?

Persévérer dans son être, pour reprendre une formulation spinoziste. Les *Thèses sur Feuerbach* se terminent sur un « mot d'ordre » : les philosophes ont seulement interprété différemment le monde, mais ce qui importe, c'est de le changer. Encore une fois ce mot d'ordre n'est pas un programme. Il ouvre une perspective, une ligne de fuite pour sortir de l'aliénation présente sans toutefois en fixer les modalités. Des modalités qui parfois tourneront au drame, et pas seulement dans le Cambodge des Khmers rouges ou l'Éthiopie de Mengistu.

Néanmoins, on ne peut pas être plus clair : « Changez le monde. »  
Quelle densité et quel héritage !

Aux individus eux-mêmes, engagés dans leur propre histoire, d'en déterminer les conditions. En 1921, au Congrès de Tour, ceux qui allaient devenir les communistes ont opté pour la rupture révolutionnaire, les amis de Léon Blum préférant le combat [38] parlementaire, la « collaboration des classes », en définitive le réformisme. Mais cela est une autre histoire... En dernier lieu, pour résumer, on se doit de retenir du marxisme sa fantastique critique du capitalisme, une critique totale et structurale. Qu'on nous dise comment en cette matière ne pas viser la totalité, l'Un en toute conformité avec ce que s'efforce d'accomplir la raison occidentale depuis ses balbutiements de la Grèce antique à nos jours. Et comment ne pas être, pour une fois, d'accord avec Lucien Sève lorsqu'il écrit que la pensée de Marx peut difficilement se prolonger en une théorie opératoire du dépassement des contradictions du capitalisme, « mais qu'elle reste irremplaçable pour comprendre de façon critique ces contradictions <sup>9</sup> » ?

Avec une opiniâtreté inavouée, Marx ne cesse de considérer et d'expliquer que l'accumulation sauvage et incontrôlée du capital se révèle être une calamité (malheureusement, là aussi c'est historiquement véritable). Ainsi livrés à eux-mêmes, les mécanismes du marché finissent-ils fatalement par favoriser les uns au détriment des autres, élevant un mur tout aussi honteux que celui de Berlin entre les dominants et les dominés. Un mur qui, lui, n'est pas près de s'écrouler, en nous rappelant systématiquement son implacable actualité ici et maintenant au sein de nos sociétés développées comme dans leurs relations avec celles du tiers monde.

---

<sup>9</sup>

Communisme, quel second souffle ? Messidor, 1990.

[39]

## 2. Les aventures de la raison

[Retour à la table des matières](#)

« La substance de l'Esprit est la liberté. Par là est indiqué aussi le but qu'il poursuit dans le processus de l'histoire : c'est la liberté du sujet, afin que celui-ci acquière une conscience morale, afin qu'il se donne des fins universelles, qu'il les mette en valeur ; c'est la liberté du sujet, afin que celui-ci acquière une valeur infinie et parvienne au point extrême de lui-même. C'est là la substance du but que poursuit l'Esprit du monde et elle est atteinte par la liberté de chacun. »

G. W. Hegel,  
*La Raison dans l'histoire.*

Ce qui reste lorsqu'on a tout oublié ? Ramassé en une formule : une pensée avec un « s », plurielle et ouverte. Reprenons à ce stade l'état des lieux et, pour continuer à « faire court », on peut oser une hypothèse de travail, plus concrètement un découpage en... tranches, rejoignant en cela les quatre versions de Dominique-Antoine Grisoni<sup>10</sup>.

Une première essentiellement politique, une deuxième économique, une troisième philosophique et une dernière dite de « résistance », aux frontières de la précédente et d'une éthique en devenir, restant à élaborer plus concrètement. On connaît bien la première, probablement engloutie sous les gravats du mur de Berlin. Définitivement engloutie ? Nul ne peut l'affirmer, les ruses de l'histoire se jouant depuis bien longtemps des concours de pronostics.

[40]

À ce propos, on ne décrira jamais suffisamment ce que fut le délire bureaucratique, cette machine à produire les aveux de la dénégation totalitaire.

---

<sup>10</sup>

« La pensée aujourd'hui », *Nouvel Observateur*, octobre 1990.

On peut toujours relire *l'Archipel du Goulag*. Plusieurs raisons internes à la pensée marxiste canalisent cette terrible filiation : c'est bien Marx qui fait converger le sens de l'histoire avec l'évolution messianique du prolétariat fatalement auto-engendrée par le fonctionnement du capitalisme lui-même ; c'est bien Marx qui dépeint les « communistes » comme l'avant-garde éclairée du prolétariat, la partie la meilleure du prolétariat (*Manifeste communiste*, 1848). C'est bien Marx qui prétend ériger une « science du social » identique à celles de la nature, fidèle en cela à l'épistémologie dominante de son temps ; enfin c'est bien Marx qui, sans dresser un programme précis et figé, avons-nous dit, édicté toutefois une série de consignes annonciatrices de l'État prolétarien : « Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente financière aux dépenses de l'État (...) Centralisation entre les mains de l'État de tous les moyens de transport et de communication. Multiplication des manufactures nationales, travail obligatoire pour tous, constitution d'armées industrielles. » (*Manifeste communiste*.) Lénine, en effet, n'aura pas grand mal à trouver l'inspiration...

La deuxième tranche n'a guère remporté davantage de succès. Les économies planifiées ont fait la preuve de leur inadaptation aux flux des besoins, tant sur le plan intérieur que dans le cadre du commerce international régulant le plus souvent la rareté et la pénurie. On l'a constaté dans la totalité des pays de l'Europe de l'Est, y compris l'Union soviétique, comme à Cuba [41] qui vit actuellement une sorte d'apartheid économique entre, d'une part, le système de la *libreta* (carte de rationnement pour les produits de première nécessité comme les vêtements, chaussures et autres biens de consommation moins quotidiens à laquelle est soumis chaque citoyen cubain) et, d'autre part, les *tiendas*, magasins d'État relevant de la *cubatur* (organisme central de tourisme) exclusivement réservés aux touristes où l'on paie en dollars.

Système à deux vitesses qui génère bien évidemment une économie parallèle de passe-droits et de corruption officieusement admise au bénéfice de la *nomenklatura* locale. Autant dire que cette deuxième tranche du « socialisme réel » peut difficilement faire encore illusion et masquer l'incommensurable étendue du fiasco...

La troisième incarnation du marxisme nous ramène à ses prémices les plus authentiques, à savoir un pari philosophique presque kantien : celui de la critique de la société industrielle. On touche ici au fondement même de la pensée de Marx, à son émergence et son affirmation comme pensée indissociable d'un moment particulier des aventures de la raison occidentale. Dominique-Antoine Grisoni : « L'échec possible ne se mesure plus à partir du réel et échappe partiellement à l'épreuve des faits. Les perspectives changent. Du coup, la faillite est moins patente et la prétendue "mort" du marxisme nécessite un véritable ré-examen. »

Même s'il est presque devenu incongru et très certainement anachronique de « faire » de la philosophie, ce « faire » n'inaugurant plus quelque lien social que ce soit depuis belle lurette, la défense du marxisme devra se poursuivre précisément sur le terrain de [42] la philosophie. Même si on l'a volontairement oublié (oubli qui n'est pas dû qu'à l'injure du temps), Marx a commencé par entreprendre un travail philosophique. Insistons ; la pensée de Karl Marx est d'abord une philosophie, c'est-à-dire un ensemble de concepts permettant une certaine lecture du monde, un déchiffrement, une meilleure compréhension de la réalité immédiate et sensible. Bien sûr, entre Marx, Lénine, Staline, Mao ou Pol Pot existe une évidente filiation. Mais ce n'est pas la seule et, même si elle a pu nous monopoliser quasiment la presque totalité du champ marxiste contemporain, cette filiation n'annule pas les autres. Par ailleurs, comment anticiper tous les effets, toutes les transformations et réappropriations à venir d'une philosophie au travail dans un espace-temps déterminé ? Dans le même ordre d'amalgame, doit-on se refuser la lecture des dialogues de Platon, parce que sa *République* contient en germe, comme la chrysalide le papillon, les fondements du goulag ? Nietzsche devient-il illisible parce que Zarathoustra garantit un modèle pour la race des seigneurs ?

Plus précisément encore, les sympathies désormais clairement établies de Martin Heidegger pour le III<sup>e</sup> Reich interdisent-elles définitivement la lecture de *Sein und Zeit*, des *Propos sur l'humanisme* ou des *Chemins qui ne mènent nulle part* ? Nous ne le croyons pas. Toutes ces « aventures » de la raison constituent, à des étapes différentes notre mémoire, un patrimoine sur lequel il faut périodiquement

revenir. Car comment prétendre essayer de comprendre l'histoire des idées du XX<sup>e</sup> siècle en barrant telle ou telle de ses péripéties sous prétexte qu'elles ont donné lieu à des développements [43] et des suites auxquels nous n'adhérons pas ?

On peut toutefois légitimement ne pas accepter les modalités présentes (effets pratiques, moraux ou politiques) d'une pensée produite antérieurement. Il est bien sûr fort possible de refuser ou de revendiquer telle ou telle filiation, mais on peut difficilement faire l'économie d'une discussion sur les étapes constitutives de notre mémoire. Travail forcément récurrent, effectivement solidaire des préoccupations du moment présent, la chouette de Minerve prend son envol au crépuscule... La compréhension que prétend produire tout travail philosophique émerge souvent dans la reconstruction d'un retour possible mettant au travail une méthode particulière et les concepts propres de sa rationalité intrinsèque.

Pourquoi l'histoire de la philosophie est-elle problématique au point qu'on peut se demander ce que peut faire la philosophie de son histoire ?

Il semble que ce soit justement parce que tout travail philosophique, aussi puissant soit-il dans son actualité temporelle, ne peut indéfiniment éviter une explication, directe ou non, avec les autres savoirs qui l'ont précédé. C'est même le propre d'une pensée vivante d'entrer aussi en discussion avec ce qui diffère d'elle-même, de ses méthodes et de ses conclusions.

Parfois saturée de références qu'on pourrait prendre pour simple érudition (pensons seulement aux travaux de Michel Foucault), toute entreprise philosophique induit plus ou moins explicitement et même par défaut une théorie de la connaissance. Théorie et même absence de théorie constituée sont, par leur contenu propre, prises dans l'impossibilité pratique de se comporter comme si d'autres savoirs n'avaient jamais existé avant elles.

[44]

Les tentatives métaphysiques qui ont postulé l'aversion la plus radicale pour toute théorie de la connaissance demeurent elles aussi dramatiquement impliquées par les mots eux-mêmes de leur propre expression.

L'irréductibilité de la langue, elle aussi tributaire de sa propre histoire, était là, préexistant à toutes les tentatives absolues de recherche du fondement originaire le plus pur, le moins entaché des souillures de l'histoire.

L'irréductibilité de la pensée de Marx nous adresse une autre mise en garde : celle de la logique interne et propre du travail philosophique confronté à ses détours, ses errances et ses avancées. Si le cheminement est parfois balisé de formules ramassées, synthétiques et percutantes, celles-ci ne sauraient toutefois nous amener à faire l'impasse sur la problématique d'ensemble qui sous-tend la recherche dans sa totalité. Aussi, pour construire personnellement sa propre réflexion, dans sa propre appréciation de la pensée de Marx, faut-il nécessairement en passer par la lecture des textes, ne serait-ce que pour fonder sa propre prise de position sur une connaissance directe, de première main. C'est un vrai travail, bien sûr plus contraignant que le colportage des préjugés, des idées reçues et d'une connaissance de l'à-peu-près, toujours enclin à la caricature ou au procès d'intention.

Ce rappel semble aller de soi comme la plus évidente des lapalissades. Pourtant notre temps, qui distille une telle aversion non seulement pour la pensée marxiste mais, semble-t-il, pour toute entreprise de la pensée, fait de cette platitude un enjeu capital et prioritaire. L'ensemble de nos systèmes [45] de représentation, d'information et de communication, la société médiatique, « Léviathan moderne », sort son revolver dès qu'il est question de diffuser un savoir contradictoire.

La rationalité marchande semble avoir rendu impossible la circulation d'autres savoirs que ceux correspondant aux canons stricts de l'offre et de la demande. Comme s'il s'agissait d'évacuer toute forme d'expression autre que celle de l'actuelle gestion exclusivement quantitative du quotidien. Autre platitude : ô combien est-il frappant que Marx ait été un des auteurs les plus commentés de toute l'histoire de la philosophie, tout en demeurant un des penseurs les moins connus, car rarement lu dans le texte de l'œuvre !

Aussi faudrait-il commencer par « lire » Marx. Répétons-le : le comité dernièrement constitué à Berlin pour défendre la poursuite de la publication des 130 volumes des œuvres complètes proteste à juste titre. « Il faut que le projet soit mené à bien car les générations ac-

tuelles et futures de chercheurs ont besoin de l'édition complète, qu'ils soient marxistes, non marxistes ou anti-marxistes. » En effet la question, on l'a dit, n'est pas d'adhérer ou non aux thèses marxistes mais bien de poursuivre un certain travail. Il s'agit de savoir si la poursuite de ce travail est aujourd'hui possible et quelles conditions réunir pour délimiter des espaces de discussions avec les penseurs du passé. « Ainsi plus nos canons seront variés — plus nous aurons de *Geistresgeschichten* en concurrence — plus nous serons aptes à reconstruire d'abord rationnellement, puis historiquement la pensée des philosophes dignes d'intérêt. La tendance à écrire des doxographies s'affaiblira au fur et à mesure que cette compétition se renforcera, ce dont nul ne se plaindra. Il est [46] peu probable que cette compétition finisse par disparaître, et, tant qu'elle perdurera, nous conserverons ce sens de la communauté que seul un dialogue passionné rend possible <sup>11</sup>. »

La pensée de Marx n'est pas ici seule en cause. C'est une « mémoire », avons-nous dit, un état d'esprit doté d'un savoir-faire et de procédures propres qui se trouvent gravement menacées. Permettons-nous de rappeler que lorsque Marx entend remettre la dialectique hégélienne sur ses jambes, c'est un démarquage considérable avec l'idéalisme (colonne vertébrale de la philosophie occidentale) qui se joue à ce moment-là. La confrontation inachevée entre la tradition matérialiste et l'idéalisme des grands systèmes judéo-chrétiens vit à ce moment crucial une de ses crises décisives, déterminant en cela des champs inédits de l'intelligence humaine. Doit-on appeler cet épisode d'extrême tension une révolution, une rupture épistémologique ? Peu importe si l'on saisit à quel point le fait de comprendre l'individu à partir de sa densité sociale, de son être social, conditionne des cheminement fort différents de ceux qui prolongent les critères d'intelligibilité de l'idéalisme classique...

La pensée de Marx n'est pas ici seule en cause. On y rencontre aussi et notamment celles de Feuerbach et de Hegel.

---

<sup>11</sup> Richard Rorty : Quatre manières d'écrire l'histoire de la philosophie, Le Seuil, novembre 1989.

L'examen de la *Phénoménologie de l'Esprit*, de l'*Encyclopédie* ou de *La Philosophie du droit* met en confrontation avec l'idéalisme kantien des différentes critiques. Et comment appréhender Emmanuel Kant sans maîtriser les modalités de la théorie [47] cartésienne du sujet et de liberté, elles-mêmes savamment déconstruites, *more geometrico* par l'*Éthique* de Spinoza ?

Qui a peur de la philosophie ? se demandait à la fin des années soixante-dix le GREPH (Groupe de recherche sur l'enseignement de la philosophie). On se souvient avec quelle détermination quelque 2 000 personnes, et pas seulement des enseignants, des étudiants ou des chercheurs, se réunissaient dans le grand Amphithéâtre de la Sorbonne les 16 et 17 juin 1979 pour les États généraux de la philosophie.

Les craintes formulées durant cette réunion concernaient bien évidemment l'espace de l'enseignement, de la recherche et de la formation, durement amputé par les politiques universitaires du pouvoir de l'époque. « Dans très peu d'années il n'y aura même plus de candidats à la licence et à la maîtrise de philosophie, ni *a fortiori* aux concours de recrutement de la philosophie », s'exclamait Vladimir Jankélévitch, prémonitoirement persuadé du danger que courait la patrie d'alors. « À ce moment le problème sera résolu. Le tarissement à la source, voilà la solution finale ! La philosophie arrivée à l'extrême limite du rabougrissement n'aura même plus besoin qu'on l'extermine... Il ne restera de l'ancienne terminale qu'un misérable petit trognon. Il n'y aura plus de philosophie, donc plus de contestataires, on ne verra plus autour des facultés ces peuplades bruyantes qui hantent les cauchemars des chefs d'entreprises. Les chefs d'entreprises pourront dormir tranquilles. »

Aujourd'hui, non seulement ils dorment vraiment tranquilles, mais ils ont investi l'université. Une majorité d'étudiants n'aspirent plus qu'à jouer précisément ce rôle. Les stratégies anticipées par Vladimir Jankélévitch ont non seulement vitrifié la [48] quasi-totalité des circuits universitaires, mais inervé désormais l'ensemble de la société civile vibrant au rythme cardiaque des gagners et des faiseurs d'argent. Marx le philosophe aurait pu tenir les propos de Jankélévitch.

En son temps, il en a tenu d'autres indiquant des perspectives similaires : celles d'un savoir résolument critique contre l'ordre du monde...

### 3. Changer la vie ?

« La discussion sur la réalité ou l'irréalité d'une pensée qui s'isole de la pratique, est purement scolastique. »

Karl Marx.

[Retour à la table des matières](#)

Critiquer l'ordre du monde... On touche ici au quatrième marxisme de Dominique-Antoine Grisoni, à notre troisième couche de nécessité ramassée dans la onzième thèse sur Feuerbach : « Les philosophes ont seulement interprété différemment le monde, ce qui importe, c'est de le changer. » Marxisme de résistance plus que de conception comme le furent les marxismes politiques et économiques. Cette couche est moins clairement délimitée que les précédentes, concernant aussi bien les mouvements de libération des pays du tiers monde durant la décolonisation et les années soixante-dix que mai 1968, la révolte étudiante et d'autres mouvements sociaux tels que celui des femmes, des régionalistes ou de protection de l'environnement produisant leurs effets jusqu'au début des années quatre-vingts.

C'est à Jean-Paul Sartre que l'on doit la célèbre formule : « Je considère le marxisme [49] comme l'indépassable philosophie de notre temps. » L'auteur de *l'Être et le Néant* ne postulait pas ainsi une fermeture du champ de la raison mais reconnaissait à la pensée de Marx le statut d'« hypothèse de travail féconde ». Pour reprendre sa propre formulation : « La tentative la plus radicale pour éclairer le processus historique dans sa totalité. » Cette totalité constitue une donnée essentielle de la philosophie de la liberté que cherche à établir Sartre, comme si elle en garantissait l'environnement mais aussi les limites. Il ajoute aussitôt : « Parce que je tiens l'idéologie de l'existence et sa méthode "compréhensive" pour une enclave dans le marxisme lui-même qui l'engendre et la refuse tout à la fois. »

Contrairement à l'ontologie classique aristotélicienne, abondamment reformulée par les scolastiques, Sartre considère fermement que

le seul fondement possible pour une ontologie de l'existence réside dans le cogito cartésien et l'affirmation de sa liberté d'action dans le monde.

Dans sa confrontation avec le marxisme, il trouve les garde-fous qui lui serviront à empêcher toute résurgence d'idéalisme tout en demeurant méfiant envers le marxisme officiel des années cinquante hypnotisées par le modèle des sciences de la nature. Hypnose qui débouchera sur l'affaire Lyssenko, et ce débat lamentable sur la confrontation entre « sciences bourgeoises et sciences prolétariennes » tout en voyant les responsables du Parti accéder aux fonctions de savants gardiens et producteurs des vérités historiques admissibles et conformes au fonctionnement de l'État prolétarien.

Le grand projet de la *Critique de la raison dialectique* se présente d'emblée comme une tentative de rompre les liens du marxisme avec une scientificité importée [50] d'un autre champ théorique et avec une classe de prédilection déterminée, l'État prolétarien alors incarné par l'Union soviétique et les pays frères... en définitive avec le communisme.

Dans une interview accordée à *Listy*, l'hebdomadaire de l'Union des écrivains tchécoslovaques dans Prague occupée et publiée dans l'édition datée du 12 décembre 1968, Sartre explique comment cette mise en chantier d'une complémentarité possible entre l'existentialisme et le marxisme vise l'action sur et dans le monde, rejoignant ainsi la célèbre thèse sur Feuerbach déjà citée et qui invite les philosophes à aussi changer le monde. Comme cette explication est devenue quasiment introuvable, excusez-nous de citer littéralement : « La théorie du réalisme historique est forcément une théorie de passivité, si l'on parle de réalisme historique en tant que concept se situant en dehors de la volonté. Il n'existe pas de réalité historique donnée une fois pour toute, nous avons pu constater dans le passé qu'il est possible de dépasser une situation économique et sociale, qu'il est possible de la surmonter par la négation de ce qui existe pour chercher quelque chose d'autre (...) La réalité ce n'est pas la situation des affaires humaines et des faits que nous pourrions qualifier d'inertes. Cela reviendrait dans ce cas à concevoir l'homme comme étant abso-

lument perdu. Cela signifierait une matérialisation déshumanisée, et par là-même, l'objectivation de l'homme se retournerait contre lui-même (...) L'histoire ne s'est jamais faite par l'acceptation de la réalité historique. Au contraire, elle s'est toujours accomplie par l'intermédiaire de gens qui ont dit "non", et qui ont dit "non" pas [51] seulement pour des raisons morales ou politiques, mais bien parce qu'ils ne supportaient pas une telle situation. »

Le marxisme fournit au sujet en situation, confronté aux difficultés de son temps, les concepts de la compréhension de sa condition donc les moyens de sa résistance. Le vieux Gisors de *La Condition humaine* de Malraux le dit très clairement : « Le marxisme n'est pas une doctrine, mais une volonté, c'est, pour le prolétariat et les siens, la volonté de reconnaître, de se sentir comme tels, de vaincre comme tels ; vous ne devez pas être marxistes pour avoir raison, mais pour vaincre sans vous trahir. » Le « marxisme de résistance » ne saurait se restreindre aux données fixes d'un programme ou d'un manifeste, fût-il communiste ou autre chose, mais, d'une manière certes un peu floue, il jette les bases d'une véritable ontologie sociale toujours en situation, embarquée dans une actualité changeante.

Sans vouloir à tout prix restaurer les vieilles luttes emblématiques de « l'engagement » de l'intellectuel, cette ontologie sociale peut se faire moins tapageuse, plus pragmatique et quotidienne. Qui décide de son actualité actuelle ou de son anachronisme ? Qu'est-ce qui détermine son « opérationnalité » ou sa caducité ? Qu'est-ce qui fonde son adéquation ou son inadéquation à la pertinence d'une action quelconque ? Nous sollicitons un des personnages de *La Condition humaine* dans la portée d'une volonté qui sort d'elle-même, pour s'impliquer et correspondre à une volonté plus objective, plus générale, susceptible de changer le monde. D'objet de la nécessité historique, Gisors entre dans la perspective de devenir sujet de cette nécessité ; non pas sujet absolu, mais sujet plus ou moins concerné par le saisissement de sa densité [52] de sujet. Insociable sociabilité, cette persévérance en croise d'autres tissant une approche plus universelle du monde. En son temps cette approche a trouvé dans le mouvement ouvrier une incarnation historique majeure et déterminée. D'autres incarnations ont continué à donner chair à la volonté de Gisors pour « changer de vie ».

Dans nos vieilles démocraties parlementaires, certains partis politiques progressistes ont su adapter « cette révolte » au contexte institutionnel de la vie publique. En son temps, la formule de Rimbaud a façonné l'horizon indépassable du jeune parti socialiste français frais émoulu du congrès d'Épinay en 1971.

Durant dix ans la formule a fantastiquement symbolisé le « non » que le PS n'a cessé d'adresser à la réalité d'une société française figée dans ses déséquilibres et ses injustices. Il a fini par vaincre les réactions et devenir un parti de gouvernement. Négation de la négation, le « dire non » s'est mué en « faire », non pas en parfaite symétrie avec son ancien programme d'opposition, mais en confrontation avec les aléas des aventures de la raison et de la raison dans l'histoire. Dépositaire d'une tradition intégrant à part entière le marxisme de résistance ayant donné raison à Léon Blum contre Thorez et les marxismes de rupture, les socialistes français ont-ils vaincu sans se trahir, toujours en écho à la parole de Gisors ? À chacun d'en juger.

Cette victoire a néanmoins altéré sinon la nature établie, du moins la perception qu'on a pu s'en faire, d'un parti progressiste, d'un parti qui veut justement changer la vie... Elle a changé les conditions d'expression de ce « non », individuel ou collectif. Plus brièvement, elle a transformé les conditions de l'engagement politique, en [53] rendant certaines caduques et en en réévaluant d'autres.

« Partout où le peuple n'exerce pas son autorité et ne manifeste pas la volonté par lui-même, mais par des représentants, si le corps représentatif n'est pas pur et presque identifié avec le peuple, la liberté est anéantie. » Cette déclaration n'est pas de Michel Rocard, mais de Robespierre qui aurait pu poursuivre en ces termes, entendus à Joué-les-Tours fin août 1990 : « Parti, gouvernement et parlement ne sont ni fondés, ni légitimés à vouloir autre chose que ce que veulent les Français. »

Par cette filiation rousseauiste, celui à qui l'on reproche toujours d'incarner la « droite » du parti socialiste pose judicieusement la question provocante de l'utilité du PS et des partis politiques en général, au moment même où celui-là s'interroge sur son « projet ». Et ceux-ci sur leur avenir. Le Premier ministre inaugurerait-il un « boulangisme de gauche », ou instillait-il de nouveau un vaccin de réalisme au parti so-

cialiste, qui se comporte encore comme un groupe d'opposition depuis que l'ancien leader du PSU est à Matignon ?

Une fois de plus, le « parler vrai » aurait-il fait mouche avant même que les éléphants ne perçoivent la cible ? En effet, poser la question en ces termes, c'est se placer au cœur d'une inquiétude qui dure : crise des partis, crise des institutions, crise du politique, crise de la représentation et de la participation.

La V<sup>e</sup> République s'est faite contre le « régime des partis », mais s'est fondée sur une constitution qui, pour la première fois en France, établit leur rôle dans le fonctionnement des institutions : « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leurs activités librement. Ils doivent [54] respecter la souveraineté nationale et la démocratie. » (Article 4.)

Outre les conséquences d'une pagaille sémantique inédite et notamment due à la retentissante faillite du « socialisme scientifique » dont nous parlions, la classe politique dans sa totalité n'a, pour le coup, pas suffisamment mesuré les conséquences de l'alternance, saisi ni à quel point la « coupure » de mai 1981 nous avait fait basculer dans une logique bipartite où seulement deux coalitions plus ou moins stables seraient peu à peu amenées à dominer la vie politique. Et s'il s'avère encore hasardeux de comparer cette évolution aux bipolarisations britannique, américaine ou allemande, la consolidation du fait majoritaire a modifié irréversiblement notre champ politique. Les deux ans de cohabitation n'ont fait que surévaluer cette figure constitutionnelle, comme si, désormais, on avait épuisé toutes les autres potentialités que permet la constitution, donc désamorcé une capacité de résistance.

Là aussi, c'était l'avènement d'un savoir absolu sinon d'une certaine fin de l'histoire. Fin passagère ou durable ? Agonie durable déconstruite puis reconstruite du parti en soi, avec un grand « P », le parti communiste étant, pour certains, destiné à mourir, laissant orphelin quelque 8% de l'électorat. Le « parti de l'étranger », le grand méchant loup du système victime de la « transparence » et de la « restructuration » venues de l'Est, conforte lui aussi l'irrésistible progrès de cette bipolarisation : oui/non ! La résistance changerait-elle de camp ?

Mais devons-nous vraiment attendre que tous les chats soient gris, que tout s'annule dans l'harmonie de surface d'une indétermination

infinitésimale démultipliant la victoire supposée du capitalisme et du cogito de la marchandise pour repenser la partie [55] et les partis ? Les circuits renouvelés de l'économie de marché sont en passe de se substituer à toute autre tentative de régulation du champ social, comme si désormais la loi — ô combien impitoyable — de l'offre et de la demande était susceptible de faire figure de seule identité possible pour figure de seule identité possible pour l'honnête homme de cette fin de siècle !

À travers le rejet de toute médiation symbolique, le refus de toute forme de contrainte sociale, au nom d'une liberté purement formelle, sinon d'une autonomie absolue de l'ego, la très libérale affirmation du « moi » en vient petit à petit à justifier les ségrégations de toutes sortes. Racismes au quotidien, dont on mesure encore à peine les conséquences pour demain. Au vrai, nos sociétés se restructurent sans pour autant assurer la pérennité minimale d'une quête de sens autre que celui de la plus-value.

Aussi, et comme pour pallier cette psychose sociale généralisée, nous voyons de toutes parts la densification des machines d'enfermement et de contrôle, le renforcement et la démultiplication des chaînes coercitives.

Silencieux, mais en acte, le retour du fascisme ordinaire est là ; lorsque l'exclusion n'est plus un phénomène marginal, mais qu'elle irrigue les déterminismes de nos conduites, nul doute que c'est la fonction même du fait politique, et par conséquent des partis censés en traduire l'expression, qui s'en trouve compromise.

Que faire ? Redire aux animateurs du parti socialiste de s'animer dans les quartiers de nos villes, de travailler à l'amélioration de la vie quotidienne, à la réhabilitation de nos logements, aux progrès de l'éducation et de la formation, ainsi qu'à l'intégration des exclus. Les cages d'escalier sont encore [56] béantes comme une question en suspens, et c'est peut-être dans leurs résonances quotidiennes qu'une gestion ennuyeuse peut se réifier en impulsant la plus essentielle quête du sens. Les Français ne reprochent pas vraiment aux politiques ce qu'ils sont. Ils leur reprochent surtout ce qu'ils ont la prétention d'être : c'est-à-dire les détenteurs d'une vérité qui leur serait extérieure. N'y aurait-il donc plus de politique mais que des politiciens ? Une fois dé-

jà, dans l'histoire récente de la France, la société et l'opinion ont déserté le champ politique. On ne devrait pas l'oublier.

Dans le contexte de cette interrogation et après avoir tellement dénigré les maîtres penseurs et dénoncé la tyrannie du logos, exploitant toutes les variantes du reniement de soi, les permanents de la République des clercs ont eux aussi perdu quelque prestige. Leur aptitude à engager le débat et à animer de nouvelles tentatives d'évaluation du monde a passablement chuté dans les sondages, provoquant un certain vague à l'âme, un mal du siècle certain qui n'est pas sans quelque analogie avec le ressentiment de cette jeune aristocratie définitivement écartée du pouvoir dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui se traduira par une réaction du sentiment contre la raison.

Expression de cette mise à l'écart et reconversion obligent : les intellectuels d'aujourd'hui se recentrent comme ils peuvent en faisant aussi dans l'ode au désenchantement du monde, mais avec infiniment moins de succès que leurs aînés romantiques. Ainsi on magnifie l'air du vide et l'évanescence des choses en essayant de se persuader que ce délitement généralisé constitue le stade suprême de la démocratie. Dans la confusion et l'indétermination ambiante des vestiges de rationalité de plus en plus éphémères, l'individu pourrait enfin [57] donner la pleine mesure de sa liberté. Opposition déjà vue du culte du moi à l'idéalisme classique fondé sur les filiations d'une tradition prenant notamment racine dans l'Antiquité gréco-romaine... à la différence près que l'actuel refus de « traditions » intellectuelles se consume dans les innombrables pantomimes de la représentation de ce vide dont on se grise paradoxalement jusqu'à l'effacement de soi sur la scène sociale. Scène non pas désertée pour autant, mais investie par d'autres acteurs plus en conformité avec l'air du temps. Ainsi, l'heure serait aux « fictions opératoires », ne cesse de répéter Philippe Sollers. Dans la même logique, la « nation », concept jadis teinté de juridisme bourgeois et suspect de couvrir toutes les accumulations capitalistes des classes dirigeantes d'une même communauté humaine et territoriale, s'affirme maintenant comme la référence majeure de la prétendue gauche du PS, celle-là même qui, à l'époque du CERES, ne cessait de raccrocher ses mots d'ordre à un certain marxisme... Comment ne pas être saisi de vertige au pied du vide de cette étrange dialectique qui voudrait faire passer aujourd'hui la nation pour une idée nouvelle ?

Après les nouveaux philosophes, décidément l'intelligentsia française ne nous épargnera rien. Et le courant de Jean-Pierre Chevènement, rebaptisé « Socialisme et République », n'est pas le mieux placé pour ainsi déplorer la mort du mouvement ouvrier, la seule vraie gauche à ses yeux, donc la mort de toute gauche authentique. Heureusement, le marxisme de résistance a encore plus d'une ruse dans son sac et, sur les gravats de ces décadences politiques et économiques, il nous engage à toujours reconstruire...

[58]

[59]

**À demain Karl.**  
*Pour sortir de la fin des idéologies*

## II

---

# RECONSTRUCTION PAR TROIS

« Le but final de l'instauration d'un régime politique n'est pas la domination, ni la répression des hommes, ni leur soumission au joug d'un autre. Ce à quoi l'on a visé par un tel système, c'est à libérer l'individu de la crainte — de sorte que chacun vive, autant que possible, en sécurité, en d'autres termes conserve au plus haut point son droit naturel de vivre et d'accomplir une action (sans nuire ni à soi-même ni à autrui). Non, je le répète, le but poursuivi ne saurait être de transformer des hommes raisonnables en bêtes ou en automates ! Ce qu'on a voulu leur donner, c'est bien plutôt, la pleine latitude de s'acquiescer dans une sécurité parfaite, des fonctions de leur corps et de leur esprit. Après quoi, ils seront en mesure de raisonner plus librement, ils ne s'affronteront plus avec les armes de la haine, de la colère, de la ruse, et ils se traiteront mutuellement sans injustice. Bref, le but de l'organisation en société, c'est la liberté ! »

Baruch Spinoza,  
*Traité théologico-politique, 1670.*

[Retour à la table des matières](#)

[60]

## 1. Éloge de la social-démocratie

« Quelle que soit la valeur scientifique d'une doctrine, du moment qu'elle devient gouvernementale les intérêts de l'État ne lui permettent plus l'investigation désintéressée ; et son assurance scientifique même la conduit d'abord à s'imposer dans l'éducation, puis à se soustraire à la critique par les méthodes de la pensée étouffée. Les rapports entre l'erreur et la connaissance juste sont encore trop obscurs pour que l'on puisse prétendre les régler d'autorité ; sans doute faut-il aux hommes de longs cheminements à travers les hypothèses, les erreurs et les essais de l'imagination pour arriver à en dégager des connaissances plus exactes, en partie provisoires : car il y a peu d'exactitudes définitives. C'est dire que la liberté de la pensée me semble une des valeurs les plus essentielles. »

Victor Serge,  
*Mémoires d'un révolutionnaire, 1901-1941.*

[Retour à la table des matières](#)

« Reconstruire ? Mais pour quoi faire ? Que faire en effet... » restera sans doute la meilleure des questions que n'a jamais posée Lénine... En 1976, Pierre Mendès France écrivait : « Tout ce que nous avons, nous le devons à ceux qui nous ont précédés. Ils ont lutté pour des principes qui ne sont pas d'un temps plus que d'un autre. Les maximes de Saint-Just et de Léon Blum ne sont pas périmées. Le malaise que nous ressentons face aux pays de l'Est vient précisément de ce qu'elles y sont trop méconnues et que nous ne pourrions pas nous y résigner sans céder au pessimisme <sup>12</sup>. » Ces [61] lignes qui recèlent une telle puissance d'anticipation nous ramènent à un moment clef de l'histoire chronologique du « marxisme politique » pour reprendre les catégories précédemment mises en place. En mars 1919, au Kremlin, Lénine a fondé la III<sup>e</sup> Internationale baptisée Komintern. Au sortir de la Première Guerre mondiale, un peu partout, naissent des partis communistes principalement issus des courants extrémistes des mouve-

---

<sup>12</sup> La Vérité guidait leur pas, Gallimard, 1971.

ments sociaux-démocrates constitués durant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle dans les pays européens les plus industrialisés. Ce mouvement, dès le départ dualiste, intègre d'une part son attachement à la démocratie sociale et d'autre part au « marxisme politique » tel qu'il s'exprime dans le *Manifeste communiste* de Marx et Engels. À cette époque l'Allemagne, espèce de laboratoire du « socialisme », met en présence l'ensemble des données politiques et théoriques qui déboucheront sur le déchirement et la scission du grand mouvement social-démocrate. Le « révisionnisme » d'Eduard Bernstein s'oppose durement aux positions de Karl Kautsky et Rosa Luxemburg farouchement contre l'intégration du mouvement ouvrier dans la logique capitaliste d'une économie de marché. Ces derniers optent pour une stratégie de rupture avec le capitalisme, c'est-à-dire pour une lutte sans concession défendant la « pureté » du « marxisme politique » en opposition aux « déviations réformistes » émanant principalement des milieux syndicalistes et mutualistes. Cette dualité ne caractérise pas seulement la situation du mouvement en Allemagne, mais aussi celle des pays d'Europe du Sud, les Scandinaves ayant choisi depuis plusieurs années déjà la « deuxième voie », à savoir que dans les situations politiques où l'idée de démocratie est acceptée, [62] un renversement violent des institutions ne se justifie pas, tandis qu'il s'agit ici d'étendre au domaine social les droits conquis dans la sphère politique : c'est la démocratie sociale...

La guerre de 1914 a fortement cristallisé cette opposition, puisque nombreux furent les animateurs de la « deuxième voie » à abandonner l'internationalisme prolétarien avant d'accepter la guerre au nom de « l'intérêt national ».

En France la scission s'effectuera en décembre 1920 au congrès de Tours opposant les communistes à Léon Blum, partisan de la « deuxième voie ». Malgré l'essor des partis communistes, les sociaux-démocrates s'organisent et conservent leur filiation socialiste tout en abandonnant aux premiers les références directes au marxisme non seulement politique mais aussi philosophique. Un des plus fantasmatiques malentendus théorico-historiques prend racine dans cette déchirure dont les aboutissements trouvent leur épilogue à Berlin dans la nuit du 8 novembre 1989 avec la chute du mur, victoire posthume de Léon Blum. À partir de la fracture de 1920, le léninisme va progressivement s'appropriier la totalité du marxisme dans toutes ses différentes

couches en y ajoutant une redoutable théorie de l'État prolétarien et les préceptes de l'économie planifiée. Désormais le marxisme et le léninisme ne feront qu'un, directement assimilés dans la qualification qu'on fera des régimes communistes. Pour leur part les « sociaux-démocrates » allemands et français qui se retrouveront au sein de la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière) n'en continuent pas moins de revendiquer la collectivisation des moyens de production et d'échange tout en traçant une ligne politique plus pragmatique qui semble souvent [63] ne pas correspondre du tout aux objectifs proclamés. Les premiers n'auront cessé de rejeter les responsabilités de la rupture sur les seconds, plus que régulièrement traités de « sociaux-traîtres ». Des « sociaux-traîtres » affichant clairement leur rejet des stratégies révolutionnaires, de renversement et ruptures pour privilégier, à travers une amélioration constante et selon un rythme plus ou moins soutenu du niveau de vie, les groupes sociaux les plus défavorisés. Une pratique politique qui progressivement s'impose comme modèle faisant directement écho à un nom symbole : Bad Godesberg, petite ville au sud de Bonn qui nous ramène en Allemagne en 1959 où le SPD (parti social-démocrate d'Allemagne), réuni en congrès, procède à une complète remise à plat de ses fondements théoriques. C'est dans cette petite ville que le SPD prend définitivement congé du « marxisme politique et économique » pour se transformer officiellement en parti réformiste. Durant ce congrès s'effectue l'étrange et nécessaire mutation du parti d'opposition en parti de gouvernement. Il s'agissait en effet de se préparer aux futures responsabilités d'un pouvoir conquis et assumé, donc d'acquérir aussi le soutien des classes moyennes relativement effarouchées par le « marxisme politique » et la stratégie révolutionnaire. Très clairement, Bad Godesberg proclame que « le parti social-démocrate est devenu d'un parti de la classe ouvrière celui du peuple ». Rompant sans ambiguïté avec le marxisme classique des deux premières couches (politique et économique) et même avec le « révisionnisme » se cantonnant à ses frontières, le nouveau programme issu du congrès stipule que « la concurrence libre et la libre initiative des entrepreneurs sont des éléments importants de la politique économique social-démocrate », le [64] Parti admettant comme fonctionnement économique le marché libre en garantissant toutefois les conditions d'une réelle concurrence. Un modèle qui reconnaît « la propriété privée des moyens de production ayant le droit d'être protégée et encouragée dans la mesure où elle n'empêche pas la

création d'un ordre social juste ». Idée de justice et d'équité qui s'inscrit dans le prolongement des filiations chrétiennes et de l'humanisme classique : fondements du « socialisme démocratique ». En définitive, la social-démocratie définit davantage une conception de gouvernement qu'une politique ou un système politique déterminé *a priori*. Cette conception se fonde notamment sur différents espaces de négociation délimitant le champ d'intervention des acteurs sociaux associés à la prise de décision politique par le biais de leur centrale syndicale ou d'autres organismes associatifs privés ou publics de concertation. Cette confiance dans une concertation la plus permanente possible repose sur un ensemble de repères éthiques dont il faudra reparler (solidarité sociale, respect des positions adverses, persévérance de la négation pour inventer contractuellement le dépassement de contradictions la plupart du temps présentées comme insurmontables par les différents protagonistes : autrement dit un certain pragmatisme alliant des principes forts sur lesquels on ne transige pas et les données incontournables de la Realpolitik). Sur le plan économique la social-démocratie ne se réduit pas aux pratiques de Keynes : aux prestations garanties par l'État-Providence, notamment aux redistributions de revenus. Non seulement cette pratique n'est pas l'exclusivité de la social-démocratie, mais cette dernière entend utiliser aussi d'autres moyens d'intervention pour atténuer les grands déséquilibres économiques et favoriser [65] une meilleure égalisation des revenus ainsi qu'une protection sociale accrue des plus défavorisés. Néanmoins l'intervention sur le partage de la valeur ajoutée entre profits et salaires demeure un des enjeux centraux de la politique économique des sociaux-démocrates, d'autant plus que rien, après la faillite des économies planifiées du socialisme réel, n'offre la moindre alternative en la matière. Vraisemblablement cette répartition liée à la fixation des salaires continuera d'alimenter les contradictions majeures de nos sociétés occidentales, indépendamment de quelque considération et discours idéologique que ce soit. Aussi tous les courants les plus à gauche ou prétendus tels des partis socialistes européens feraient bien de le noter, réconciliant ainsi leurs paroles et leurs actes et éclaircissant le passage d'une pratique de parti d'opposition à celle d'une formation de gouvernement. Cet effort minimal de rigueur intellectuelle et politique aurait épargné à la gauche française bien des erreurs et un irréparable gaspillage de temps consacré aux *disputatio* idéolo-

giques plutôt qu'à la mise en œuvre pratique et concrète de ses ambitions.

Effectivement en France, « l'idée » sociale-démocrate est récente et ne connaît pas la mémoire de ses voisins du Nord. C'est seulement le 8 décembre 1981, à l'occasion du centenaire d'HEC, que pour la première fois depuis que la gauche est au pouvoir, le chef de l'État déclare : « Il est évident que le profit est le moteur sans lequel il est inconcevable qu'une entreprise subsiste (...) Les chefs d'entreprise et les pouvoirs publics ne doivent pas être des adversaires, ils devraient être des partenaires. » Et de conclure par un appel à la mobilisation des Français « dans un formidable esprit d'entreprise à [66] l'échelle de la nation <sup>13</sup>. » Cette prise de conscience conduira aux révisions cruelles de 1982 qui jusqu'à la cohabitation et enfin surtout à partir de 1988 jettera les bases d'une transformation sociale s'inscrivant dans une durée sans « pause ». Une « pause » que Léon Blum avait dû provoquer en février 1937 face à la détérioration des situations internationales et françaises. Maîtrise d'un syndrome ancestral qui hante la gauche depuis les années : la pause ! Michel Rocard : « C'est Charles Bettelheim, marxiste de stricte obédience, qui a écrit : lorsqu'on cesse de compter, ce que l'on cesse de compter c'est d'abord la peine des hommes. Les exigences du réalisme, celle de la rigueur intellectuelle, la connaissance et la mesure des contraintes, avaient été trop longtemps oubliées pour la gauche, qui n'avait fait au pouvoir que des passages trop brefs et trop espacés. À persister dans cette voie, la suite s'annonçait inquiétante et les réveils bien sombres <sup>14</sup>. » Y a-t-il eu ici simple acceptation de réalités que l'on voulait au départ transformer (changer de vie) ? Y a-t-il eu reniement des objectifs initiaux ou transformation de la transformation ? Un grand débat qu'il ne convient pas ici de trancher ni d'examiner précisément dans le bilan détaillé d'une politique mais d'apprécier quant aux clivages idéologiques première/deuxième gauche qu'elles réactivent. En réalisant tardivement leur Bad Godesberg, les socialistes français ont quant à eux rompu avec la logique du programme commun signé avec le parti communiste principalement caractérisé par le triple objectif : rationalisation, planification, autogestion. Reste à savoir si cette rupture [67] s'est

<sup>13</sup> Cité par Pierre Favier et Michel Maartin Roland in *La Décennie Mitterrand*, Le Seuil, 1970.

<sup>14</sup> *Le Cœur à l'ouvrage*, éditions Odile Jacob, 1987.

opérée dans le passage d'une situation d'opposants à celle de gouvernants, ou si elle fut provoquée par une conversion des dirigeants socialistes à l'idéologie libérale ?

Sans examiner en détail la mesure exacte de la désyndicalisation, rappelons que l'arrivée au pouvoir de la gauche française ne s'est pas appuyée sur un important mouvement social comparable à celui que connurent l'Allemagne et les pays Scandinaves. Porteur de grands espoirs, le mouvement ouvrier n'est plus dominant au sein de la gauche cédant le pas aux salariés du secteur tertiaire devenus majoritaires dans la population active. Refusant toujours de prendre en compte cette mutation essentielle à la compréhension de la sortie de l'ère industrielle qui caractérise notre fin de siècle, une certaine gauche typiquement française, pour qui le lyrisme et la nostalgie tiennent le plus souvent lieu d'analyse, ne cesse de déplorer la mort de la gauche avec des accents qui ne sont pas sans rappeler les invectives que les communistes adressaient volontiers aux « sociaux-traîtres » après la rupture du congrès de Tours. La gauche serait morte, vive la gauche donc ! On peut toujours ainsi s'adonner à la surenchère idéologique et cultiver l'immaturité en prônant « la politique du tout ou rien ». Cette attitude est parfois compréhensible... On se souvient du grand soir de la victoire lorsque le peuple de Paris, investissant la place de la Bastille, criait : « Mitterrand, du soleil, Mitterrand, du soleil ! » Moment parfait du groupe en fusion, éclatement d'une joie légitime qui ne s'était pas exprimée aussi intensément depuis la Libération en 1944. Quelle fête ! Fête marquant non pas la parousie, mais l'aboutissement d'une longue lutte portée par des milliers de militants depuis des années. Si dans de [68] tels moments le lyrisme, même exalté, peut provisoirement l'emporter sur la raison, on comprend mal comment 10 ans plus tard des responsables politiques de haut niveau peuvent encore s'adonner à cet exercice de style. Notre ami Jorge Semprun vient de quitter le gouvernement espagnol notamment pour s'éloigner de « cet opportunisme sans autre logique politique claire que celle de tenter de se situer de manière populiste et opportuniste à la gauche de ceux qui sont à gauche <sup>15</sup>. »

Certes, il est vrai que sur ce plan la social-démocratie a fait preuve de ce qu'on pourrait qualifier de grand déficit émotionnel. Bien évidemment, sans accrédi-ter de pertinence à l'annonce répétée de la fin

---

<sup>15</sup> *Le Monde*, jeudi 14 mars 1991.

des idéologies (comme la nature, l'idéologie a horreur du vide), on ne peut toutefois pas réduire l'expérience sociale-démocrate à une conception par trop mécaniste du changement social. Ce dernier ne s'envisage pas sans une *Weltanschauung*, une conception d'ensemble, autrement dit un « projet ». Et parce qu'elle renvoie dos à dos le libéralisme pur et dur version anglo-saxonne et le socialisme réel avec ses dictatures communistes, la social-démocratie ne peut continuer à faire l'économie d'un imaginaire. Dans les inquiétudes de cette fin de millénaire, et au-delà de la bonne ou mauvaise gestion des affaires, les citoyens veulent savoir où l'on va... Ici même on mesure l'ampleur de ce déficit émotionnel. La social-démocratie française a abandonné depuis 1920 la pensée marxiste dans sa totalité au parti communiste et autres représentants des marxismes politique et économique. Sans toutefois préconiser de nouvelles procédures de rupture, le fondement [69] même de la social-démocratie réside pourtant dans une critique sans concession du capitalisme et des mécanismes de son économie de marché. La visée d'une transformation fondamentale de l'ordre social et économique trace bien son « horizon indépassable ». Dans ce traçage, les marxismes philosophique et de résistance doivent reprendre du service en favorisant une meilleure compréhension des contradictions que le « projet » social-démocrate cherche justement à dépasser. Et quel autre concept que ceux de Marx pourraient nous y aider ? Ils sont multiples : citons seulement celui de « complexité », au croisement des apports considérables de la biologie et de la cybernétique notamment, mis en œuvre par les travaux d'Edgar Morin. Cet exemple illustre partiellement l'enrichissement du travail scientifique effectué depuis l'élaboration de la théorie marxiste. Cet enrichissement ne s'est pas fait contre le marxisme ni en rupture avec lui, mais au contraire dans son prolongement, dans les dépassements multiples d'une pensée bien vivante. On ne répétera jamais assez à quel point l'école des Annales en histoire, les différents courants de la sociologie européenne contemporaine dans leurs expérimentations, leurs tentatives interdisciplinaires et leurs hypothèses de travail sont redevables à la pensée de Marx et aux concepts marxistes qui survivent malgré tout ce qu'on peut lire et en dire depuis la chute du mur de Berlin. C'est toute l'inventivité de la tradition sociale-démocrate qui se trouve ici en cause, sa capacité à produire du sens au-delà de celui admis et en acte dans la gestion du quotidien. Un sens balisant un ensemble de représentations partagées, lui aussi moteur du changement social. Patrick Viveret :

« Le modèle occidental, en réduisant [70] la plupart des activités humaines à leur seule dimension économique, se trouve incapable de répondre aux nouveaux défis de cette quête du sens. S'il ne se renouvelle pas en profondeur, il aura à faire face aux formes les plus régressives et dangereuses de cette recherche : intégrisme religieux, exacerbation des nationalismes, développements de sectes et fuite dans les drogues de toutes natures <sup>16</sup>. » De cette *Weltanschauung*, on n'expurge pas l'apport marxiste comme s'il s'agissait d'une quelconque dérive honteuse sans rapport aucun avec la tradition critique de la philosophie des lumières aujourd'hui attaquée de toutes parts, notamment par le retour du religieux évoqué par Patrick Viveret. Au-delà de la revendication d'une tradition et de ses filiations, la nécessité d'un repérage rigoureux d'une éthique fait aujourd'hui cruellement défaut. Née aussi d'une réaction morale, la social-démocratie doit nécessairement remettre en chantier de grandes exigences conformes à ses responsabilités historiques. Nous y reviendrons. Résumons : Comme conception de gouvernement, la social-démocratie privilégie la négociation et le dépassement contractuel des contradictions sociales. À ce titre, elle ne constitue pas une « politique » à proprement parler, mais une méthode caractérisée par une structure institutionnelle et des principes de fonctionnement. Des principes qui ne sont pas extérieurs à la pratique quotidienne et une méthode qui ne précède pas l'action comme un ensemble de règles auxquelles se conformer en tous lieux et tous temps. Disons une méthode qui s'abolit dans l'automouvement du contenu à l'écoute de réadaptations qu'appelle nécessairement [71] toute politique en devenir conformément aux finalités de son « projet ». « Nous devons entendre pousser l'herbe », disait Marx. Ainsi confrontés à la réalité des contraintes gouvernementales, la plupart des partis sociaux-démocrates européens se sont posé à un moment donné de leur histoire cette vraie question : celle de l'horizon historique de leur pratique quotidienne.

Qu'est-ce qu'un parti de gouvernement ?

Sans forcément répondre positivement et pour l'éternité, mais en posant rigoureusement l'interrogation, nombreux malentendus se dissiperait d'eux-mêmes, épargnant ainsi non seulement au PS mais à la classe politique française tout entière des poussées de fièvre politique qui régulièrement occultent les vraies questions. Un autre prin-

cipe fondateur de la sociale-démocratie peut être résumé de cette façon : pas de développement économique sans démocratie, la démocratie comme facteur de développement... Ce principe ne vaut pas seulement pour les pays développés et ne peut durablement valoir s'il n'est pas partagé par d'autres. La position qui consisterait à défendre les droits démocratiques chez soi tout en se résignant à leurs violations commises ailleurs n'est pas tenable. Mais avant même de revendiquer un devoir d'ingérence, cette défense tous azimuts des droits démocratiques passe aussi par la mise en place de nouvelles relations internationales économiquement moins déséquilibrées. Les termes de l'échange Nord-Sud ne cessent de se dégrader, les pays riches devenant toujours plus riches et les pauvres plus pauvres. En tombant, le mur de Berlin ruine la logique bipolaire de guerre froide qui a régi les relations Est-Ouest pendant plus de quarante ans. Mais paradoxalement, nouvelle [72] ruse de l'histoire, cette chute rend désormais plus probable l'éclatement de conflits régionaux, et pas seulement au Proche-Orient mais, partout où préexistent des foyers de tensions et des situations d'injustice. Ces foyers se révèlent d'autant plus propices à un affrontement armé toujours possible qu'ils se développent dans des contextes économiques le plus souvent très défavorisés, pour ne pas dire catastrophiques. Qui n'est pas prêt à tous les sacrifices lorsqu'il n'a plus rien à perdre ? Cette situation rend plus que jamais pertinente et urgente l'élaboration d'un ordre international tenant compte en premier lieu des exclus et des déshérités. Un nouvel ordre international qui doit rompre la solitude du tiers monde. Une solitude inadmissible... C'est notre espoir.

## 2. La solitude du tiers monde

### *Tyrannies*

[Retour à la table des matières](#)

Jean Jaurès fait ce récit : « Je fus saisi, un soir d’hiver, dans la ville immense, d’une sorte d’épouvante sociale. Il me semblait que les milliers et milliers d’hommes qui passaient sans se connaître, foule innombrable de fantômes solitaires, étaient dénués de tous liens. Et je me demandais avec une sorte de terreur impersonnelle comment tous ces êtres acceptaient l’inégale répartition des biens et des maux, et comment l’énorme structure sociale ne tombait pas en dissolution. Je ne leur voyais pas de chaînes aux mains et aux pieds, et je disais : “Par quel prodige ces milliers d’individus souffrants et dépouillés subissent-ils tout ce qui est ?...” La chaîne était au cœur, la pensée [73] était liée, la vie avait empreint ses formes dans les esprits, l’habitude les avait fixées. Le système social avait façonné ces hommes, il était en eux, il était en quelque façon devenu leur substance même, ils ne se révoltaient pas contre la réalité parce qu’ils se confondaient avec elle. Cet homme qui passait en grelottant aurait jugé sans doute moins insensé et moins difficile de prendre dans ses deux mains toutes les pierres du grand Paris pour se construire une maison que de confondre le système social, énorme, accablant et protecteur, où il avait, en quelque coin, son gîte d’habitude et de misère <sup>17</sup>. »

En Occident le capital a homogénéisé les consciences. Aujourd’hui, la réification est presque achevée. Le processus d’unification symbolique entrevu par Jaurès approche de son terme. Le travailleur est de plus en plus réduit à sa pure fonction marchande. Son individualité consiste dans le fait d’être typique.

Les chapitres précédents analysent partiellement les complexes et multiples mécanismes de cette *aliénation*. Marx, dans sa langue originale, utilise le terme plus précis de *Entfremdung* (devenir étranger à soi-même) ; Lukacs, lui, parle de *réification* ou de *chosification* (*Ver-*

---

<sup>17</sup> In M. Bataille, *Demain Jaurès*, éd. Pygmalion, Paris, 1977, p. 39.

*dinglichung*, la conscience devient chose). Quel que soit le nom qu'on lui donne, le processus est mystérieux : l'homme se perd dans et par les œuvres qu'il crée... alors que ces œuvres justement sont le seul moyen dont il dispose pour concrétiser sa liberté. Cet empire de la conscience homogénéisée s'étend désormais au monde entier. La plupart des classes dirigeantes de l'Afrique [74] contemporaine, de l'Amérique latine et d'une grande partie de l'Asie vivent dramatiquement le règne de la marchandise, subissent l'aliénation, la perte d'identité, la chosification de leur conscience. Leurs modes de pensée, leurs coutumes vestimentaires, alimentaires, sexuelles, leurs habitudes de consommation, d'habitation, leur langage politique, tout dénote une furieuse volonté d'imitation, de reproduction des « valeurs » de la métropole. Les significations et valeurs autochtones, les structures familiales, les solidarités claniques, les cosmogonies communautaires, les conduites qu'elles génèrent sont mutilées, perverties, discréditées. La culture traditionnelle est niée, noyée dans la culture imitative, son oubli organisé. La violence de la culture métropolitaine intériorisée agit par de multiples façons : le jugement de goût, le jugement intellectuel, le raisonnement normatif.

Aujourd'hui, dans de nombreuses sociétés du tiers monde, les cultures métropolitaines sont le modèle d'un modèle. Elles sont absolutistes. Là où elles sont intériorisées par la classe dirigeante néocoloniale, les cultures métropolitaines répriment les valeurs autochtones. Les programmes scolaires importés refoulent, détruisent les mécanismes de la transmission initiatique du savoir. Des cliniques modernes, une pharmacopée inadaptée, ruineuse, discréditent les fonctions cognitives, thérapeutiques des médecines traditionnelles. Les exemples de répression, d'automutilation sont innombrables.

Le capitalisme périphérique, aux modes de consommation (matérielles et symboliques) imitatives, ravage aujourd'hui la majeure partie de l'Afrique maghrébine, noire et australe.

[75]

Antonio Gramsci : « Il n'y a pas de prise de pouvoir politique sans prise préalable du pouvoir culturel. » Et Henri Lefebvre et Norbert Guterman constatent : « Dépendance et aliénation sont sœurs <sup>18</sup>. » La

<sup>18</sup> Henri Lefebvre, Norbert Guterman, *La Conscience mythifiée*, Le Sycomore, Paris, 1979.

libération économique, politique, militaire d'un peuple du tiers monde, la renaissance de son identité culturelle singulière ne peuvent se concrétiser que par la rupture radicale avec la culture allogène dominante. Ou bien un peuple du tiers monde réussit à conserver, ressusciter, réinterpréter, transformer sa culture ancestrale autochtone, ou bien il disparaît comme sujet autonome de l'histoire. La victoire des vaincus a besoin d'être organisée. La bataille pour l'instant est indécise. De quelles *stratégies* disposent ces peuples pour rompre l'aliénation, conquérir leur autonomie, imposer leur singularité ?

Quelle valeur faut-il attribuer aux valeurs de la tradition ? Quels rapports existe-t-il entre les avant-gardes et la culture traditionnelle ? Comment s'exerce la conservation des valeurs autochtones ? Faut-il les préserver à tout prix ? Faut-il les ressusciter, garder, protéger toutes ? Ou faut-il, au contraire, en rejeter certaines ? Lesquelles sont dignes de protection ? Quelles autres faut-il combattre ?

Pour la bataille contre la conscience homogénéisée et mondialisée, contre l'aliénation, la perte d'identité, l'assujettissement de l'esprit à l'ordre planétaire du capital, le recours à Marx paraît indispensable. Les intellectuels, notamment africains, qui aujourd'hui mènent ce combat se réclament d'ailleurs presque tous de cette arme que [76] Dominique-Antoine Grisoni appelle le « marxisme de résistance ».

Voyons de plus près les conditions actuelles concrètes de cette lutte.

La force morale d'un peuple, sa capacité d'indignation, son désir d'être libre sont pareils au volcan Monotombo du Nicaragua : longtemps endormi, supportant comme par indifférence le poids des rocs qui l'étouffent, il se réveille brusquement, projetant vers le ciel les flammes de son refus.

Les trois dernières années (1988-1990) ont bouleversé le visage de l'Europe et d'une bonne partie du monde. En Europe de l'Est, les régimes terroristes et corrompus se sont effondrés comme bâtisses vermoulues. Les peuples hongrois, roumain, bulgare, polonais, est-allemand, tchèque, morave, slovaque, bohème, slovène, croate, albanais, estonien, lituanien, letton se sont soulevés contre l'injustice, l'oppression, le mensonge. Leur victoire rend l'espoir aux peuples asservis d'Afrique.

Parmi tous les régimes mercenaires de l'empire colonial soviétique, celui d'Allemagne de l'Est semblait le plus solide : il s'est effrité en quelques mois. Miracle du courage humain, mystère de la liberté libérée : lundi 9 octobre 1989, à Leipzig, des centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'adolescents manifestent sur le Ring, le grand boulevard périphérique qui entoure l'antique centre de la métropole saxonne ; dans leurs uniformes verts des centaines de Vopos<sup>19</sup>. leurs chiens en laisse, la mitrailleuse prête au massacre, occupent les trottoirs.

Dans le crépuscule gris et rose, des centaines de milliers de voix scandent : « Nous sommes le peuple. » Les Vopos restent [77] cloués sur place. Terrorisés. Le cortège passe. D'autres manifestations populaires déferlent sur d'autres villes.

18 octobre : après dix-neuf ans de pouvoir absolu, le secrétaire général du SED, Erich Honnecker, est destitué par ses complices au profit d'un autre apparatchik, Egon Krenz<sup>20</sup>. 4 novembre : un million d'Allemands de l'Est défilent à Berlin-Est. En silence, une bougie à la main.

Trois jours plus tard, le gouvernement de la RDA démissionne. 9 novembre : dans les premières heures d'une aube pluvieuse, le mur, frontière occidentale de l'Empire soviétique, cède sous les pioches, les buttoirs des citoyens. La voie est libre pour la résurrection des cinq Laender de la partie orientale du pays et la réunification de la nation allemande.

Les peuples africains sont d'une extraordinaire mobilité émotive, intellectuelle. Ils vivent majoritairement dans des sociétés de tradition orale. L'oralité est pour eux le moyen de communication par excellence. La radio est écoutée en permanence partout en Afrique. Les villageois de la brousse la plus reculée, les paysans isolés dans leur Savane écoutent la radio. Des millions d'Africains ont ainsi vécu en direct la révolte de Timisoara, connu dans l'instant même l'écroulement du mur de Berlin, participé, contemporains passionnés, aux cortèges de Leipzig, au procès Ceausescu, à la fin lamentable de Jivkov. Ils ont

---

<sup>19</sup> « Vopo » : *Volks-Polizei* (police du peuple), la principale force de répression intérieure publique du régime [...].

<sup>20</sup> Egon Krenz est le responsable du bureau politique du SED, de la police secrète, des services de sécurité et des réseaux d'espionnage.

assisté en direct à la disparition du cauchemar sanglant à l'Est. Comme des lames de fond, successives, irrésistibles, les émotions collectives, libératrices d'Europe ont battu les récifs et les côtes du continent africain.

[78]

J'insiste : l'effondrement des tyrannies d'Europe orientale, la désintégration du despotisme soviétique ont fait lever un espoir immense en Afrique. La Stasi, la plus violente, la plus crainte parmi les polices de l'Est, avait été active en Afrique pendant plus de vingt ans : au Zaïre, au Mali, en Éthiopie, en Angola, e.a. elle avait enseigné aux potentats locaux comment faire « disparaître » des dissidents et « parler » les prisonniers les plus courageux, briser les opposants les plus déterminés <sup>21</sup>. Entre le régime roumain de Ceausescu et celui de Mobutu au Zaïre, les différences sont infimes.

L'arrogance dans le mensonge, le cynisme érigé en vertu de gouvernement, la cruauté raffinée dans la répression de toute opinion discordante <sup>22</sup> de Hassan II, roi du Maroc, de Mobutu, Bongo ou Arap Moi n'ont rien à envier à la mégalomanie, la cruauté, le mépris du peuple que pratiquaient durant trente ans Jivkov en Bulgarie, Enver Hodja puis Ramiz Alla en Albanie, Honnecker en RDA.

Les tueurs de la Stasi mis hors service, leurs collègues de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie et d'ailleurs réduits au chômage, les bureaucrates des différents partis uniques envoyés à la retraite, les Africains ne doutaient pas que, chez eux aussi, la fin des tyrannies était proche.

[79]

Les 9, 10 et 11 mai 1990, les étudiants zaïrois se révoltèrent à Lumumbashi. Peu après, au cœur du centre pétrolier du Gabon, à Port-

---

<sup>21</sup> Stasi : *Staats-Sicherheit* (sécurité de l'État), comportant la police secrète, les services d'espionnage et de renseignements intérieurs et extérieurs et environ un million d'informateurs dans toute la RDA (18 millions d'habitants).

<sup>22</sup> Il existe au royaume chérifien une opposition de cour, choyée, « consultée », admise : l'UFSP, les communistes et quelques autres formations la constituent.

Cf. aussi Gilles Perrault, *Notre ami le roi*, Gallimard, 1990.

Gentil, les ouvriers, étudiants s'insurgèrent contre la prévarication permanente et le pillage des biens publics pratiqué par le régime d'Omar Bongo. À Treichville (Côte d'Ivoire), des cortèges d'étudiants et de chômeurs scandèrent : « Houphouët est notre Ceausescu. » Décembre 1990 : une grève générale eut lieu au Maroc. Au Burkina Faso, à Ouagadougou et Bobodialasso, les collégiens envahirent les rues, réclamant la démission de l'assassin de Thomas Sankara, le capitaine Blaise Compaôre.

Or, aucune de ces insurrections, aucune de ces grèves, manifestations et protestations de masse n'aboutit. La démocratie, la liberté font leurs premiers pas trébuchants à l'Est. Au Sud, les tyrannies résistent : assisté de ses conseillers israéliens et français, le maréchal Mobutu maîtrisa la crise ; les tueurs de la garde présidentielle, amenés par avions spéciaux au Shaba, égorgèrent sélectivement les leaders des étudiants contestataires. À Port-Gentil, quadrillé par les parachutistes français, la révolte populaire fut noyée dans le sang. De même à Treichville. Au Burkina Faso, Blaise Compaôre fit mourir sous la torture, fusiller les quelques militaires, syndicalistes, collégiens imprudents. Au Maroc, Hassan II et sa police secrète maîtrisèrent sans problème une grève générale qui avait pris l'allure d'une émeute des gueux. 110 morts — des chômeurs, des adolescents sous-alimentés pour la plupart — dans la seule ville de Fès. Les bagnes de Kelaa-M'Gouna, à 100 kilomètres de Ouarzazate, de Derb-Moulay-Chérif, en plein Casablanca, de Tazmamart, « le mouiroir de l'Atlas »<sup>23</sup> où dans des [80] caches souterraines agonisent depuis des années des dizaines de jeunes qui ne voient jamais la lumière du jour, reçoivent chacun des nouvelles cargaisons de prisonniers. La plupart de ces adolescents sont condamnés à 10 ans et plus. Périodiquement, l'empire néocolonial français donne de fastueuses fêtes de cour pour ses vassaux arabes et noirs.

Le président de la République convoque ses satrapes africains à une grande messe appelée sommet franco-africain. Ces étranges rituels se déroulent soit dans une ville d'eaux de la métropole, soit dans l'une ou l'autre des capitales africaines distinguée par le souverain. La dernière en date de ces cérémonies impériales, eut lieu les 10, 11 et 12 juin 1990 à La Baule. On y traita du danger démocratique en Afrique, des assauts inquiétants de la liberté. François Mitterrand conseilla à ses vassaux de renoncer publiquement au monopartisme et d'organiser

---

<sup>23</sup> Appellation populaire du bague de Tazmamart.

des élections. Félix Houphouët-Boigny, Omar Bongo et quelques autres convoquèrent donc des « élections libres et générales ». Ils prirent soin de bourrer les urnes avant l'ouverture du scrutin. Sage précaution. Ces potentats furent réélus par 75, voire 93% des voix.

Mais sous les cendres, dans les cachots et le silence, le feu couve. Je trouve dans les insurrections européennes victorieuses, dans les résistances africaines téméraires et inabouties la confirmation de l'espoir des étudiants martyrs de Lumumbashi.

À l'aube du 20 septembre 1792, dans les champs trempés de pluie et sur les collines environnant le petit village de Valmy, dans la vallée de la Marne, les soldats révolutionnaires commandés par Dumouriez et Kellermann observent les rangs supérieurement équipés, interminables, de l'armée du [81] duc de Brunswick. L'Europe réactionnaire, antirépublicaine, mobilisée par les exilés français, conduite par les maréchaux prussiens et autrichiens s'apprête à envahir la France. Il s'agit de venger l'affront d'août 1792, d'écraser une révolution qui, de l'Atlantique aux plaines hongroises, fait lever l'espoir des peuples asservis.

Une canonnade, le tonnerre roulant des obus et, sorti de dizaines de milliers de gorges, un cri : « Vive la nation ! » Les gueux de Dumouriez et Kellermann, aux uniformes en loques, à l'armement hétéroclite, brisent en un matin la vague vengeresse de l'Europe coalisée. Sur une crête, derrière les lignes prussiennes, allemandes, un homme de quarante-cinq ans, voûté, aux tempes grisonnantes, aux yeux fiévreux, ministre du duché de Weimar, observe la scène. Derrière lui, se tient son domestique qui, quelques instants auparavant, l'a porté dans ses bras à travers les chemins inondés. Goethe est souffrant, mais lucide. Dans son carnet, il note : « De ce jour et de ce lieu date une ère nouvelle dans l'histoire du monde. » Plus tard, parlant à son ami Eckermann, il dira : « Les soldats français auraient pu crier : "Vive toutes les nations" !... Voilà le sens caché de leur cri. »

L'économie dite de « commandement », l'économie planifiée à outrance, la prévarication, la corruption constante pratiquée par les détenteurs du pouvoir policier, l'absence totale de démocratie, donc de motivation et d'initiative personnelles sont responsables de l'absolu délabrement des sociétés d'Europe de l'Est.

Aliénation culturelle profonde et douloureuse provoquée par l'imposition forcée d'une idéologie d'État incantatoire et débilitante. Chômage, misère, perte totale de tout sens d'un destin collectif. Système clos [82] provoquant la claustrophobie et le désespoir. Tous ces ravages ont été infligés au moyen du terrorisme d'État par une petite minorité de militants dévoyés à des vieilles et riches sociétés européennes. Pour les peuples d'Europe orientale le pouvoir colonial soviétique, ses satrapes locaux ont été avant tout une mutilation culturelle, une privation d'histoire.

Les insurrections, grèves, manifestations et cortèges libérateurs de ces 24 derniers mois ne légitiment pas l'ordre capitaliste et marchand d'Occident. Ce n'est pas pour instaurer le « marché libre » avec son inévitable cortège de Bantoustans, de famines, d'humiliations et de refus racistes que les ouvriers de Gdansk ont affronté les blindés ornés de l'étoile de sang. La jungle capitaliste ne fait rêver que les imbéciles. Les intraitables dissidents de Prague, les paisibles révolutionnaires de Leipzig ont affronté la prison, parfois la mort pour une cause et une mémoire autrement plus solides : la nation, sa résurrection.

Blaise Pascal : « L'homme est un néant, capable de Dieu. » Par « Dieu », il faut entendre responsabilité personnelle, éveil de conscience, raison, amour, libre choix. Avec la force du torrent, ces désirs ancestraux brusquement éveillés font irruption en Europe de l'Est, détruisant dans ses fondements l'ordre impérial soviétique.

C'est donc dans leurs cultures autochtones, leurs identités collectives, leurs traditions ancestrales que les peuples opprimés puisent aujourd'hui leur courage d'être libres. Ce à quoi, fascinés, nous assistons depuis deux ans, c'est la révolte de la nation contre l'Empire, de l'homme contre la bête. Reste à expliquer un paradoxe : au moment où dans la partie orientale de notre continent les peuples s'acharnent à reconstituer leurs identités nationales singulières — les [83] forces nationalistes centrifuges s'apprêtent à démanteler les États plurinationaux de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, exigeant le retour aux entités ethniques, linguistiques originelles —, les États nationaux d'Occident se dépouillent volontairement de leurs droits de souveraineté. Voltaire : « La nation est un groupe d'hommes établis sur un territoire défini, qui forme une communauté politique et se caractérise par la conscience de son unité et de sa volonté de vivre en commun ; personne juridique constituée par l'ensemble des individus composant un

État, mais distincte de celui-ci, elle est titulaire du droit subjectif de souveraineté <sup>24</sup>. »

Le paradoxe n'est qu'apparent : les peuples d'Europe occidentale ayant pendant des générations vécu librement l'exaltante aventure du contrôle territorial, de la communauté politique, de la conscience d'unité, de la souveraineté d'État et de la volonté de vivre en commun décident aujourd'hui de construire — sur des bases institutionnelles originales — une communauté économique, politique, sociale, culturelle plus vaste, devant permettre l'épanouissement d'un projet démocratique durable, à l'abri des conflits fratricides entre nations. Les peuples de l'Est en revanche, fraîchement sortis de la nuit totalitaire et profondément mutilés dans leurs identités éprouvent un besoin différent : celui de retrouver, chacun pour soi, leurs racines ancestrales, les sources de leur singularité.

Et le tiers monde ? Le combat pour leur identité singulière et la lutte contre la séculaire aliénation menés par les peuples du [84] tiers monde, rencontrent aujourd'hui des obstacles inédits.

La situation est particulièrement dramatique pour les peuples négro-africains.

Quelques repères : 382 millions d'hommes, de femmes, d'enfants vivent dans les 46 pays au sud du Sahara (derniers chiffres solides : ceux de l'Annuaire démographique des Nations unies de 1983, portant sur 1982), 116 millions habitant les 5 pays d'Afrique maghrébine et du Nord. Or, plus de 5 millions d'Africains noirs sont, en 1991, enregistrés par le Haut-Commissariat des Nations unies comme des réfugiés politiques au sens des conventions internationales. Parqués dans des camps ou laissés à eux-mêmes, ces réfugiés sont les victimes des guerres civiles, massacres prémédités, génocides raciaux et conflits les plus variés. Exemple : des centaines de milliers de pasteurs, de paysans, de citoyens érythréens fuyant les bombes à fragmentation, le napalm de l'aviation éthiopienne, croupissent dans les camps du Soudan oriental. Au Mozambique, une organisation terroriste appelée *Renamo*, financée par l'Afrique du Sud et, curieusement, jusqu'à récemment par les services secrets allemands, ravage les villages de l'Est,

---

<sup>24</sup> Voltaire, *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, Éditions Garnier, collection « Classiques Garnier », Paris, 1982.

du Nord, chassant des centaines de milliers de survivants, souvent estropiés, traumatisés, vers le Malawi, le Swaziland, le Zimbabwe. Au Soudan méridional et forestier, une guerre civile effroyable, dressant les peuples dinka, shilluk, nuér contre les dominateurs arabes et nubiens du Nord, dure depuis 1955 ; elle jette sur les routes des cortèges de réfugiés sous-alimentés, agonisants. Le Burundi : la minorité régnante tutsi (18% de la population), mue par une haine raciale aveugle, décime depuis 1972, périodiquement, ses compatriotes hutu (surtout les scolarisés) ; périodiquement, les rescapés de ces massacres [85] se réfugient au Ruanda, en Tanzanie, plus rarement au Zaïre.

1990 : les Kourous, ethnie du président assassiné (et assassin) Samuel Doe, fuient leurs terres du Libéria, pourchassés par la soldatesque de Taylor, de Prince, vers les terres voisines (également habitées par des Kourous) de Côte d'Ivoire.

Au Tchad, les seigneurs de la guerre, tous issus du Tibesti, se chassent au pouvoir à N'Djamena. Décembre 1990, dernier bouleversement en date : Idriss Déby et ses bandes armées chassent de N'Djamena les Gorans de Hissène Habré ; ce dernier était arrivé au pouvoir huit ans auparavant en écrasant Goukouni Ouéddeï, fils du Derdeï des Toubous<sup>25</sup>. Les victimes ? Avec une belle régularité, ce sont les populations noires du Sud, les Sara avant tout, qui souffrent, sont massacrées, se réfugient au Cameroun, en République centrafricaine.

Au Ruanda, depuis 1962, le Parmehutu triomphe. Conséquences : plusieurs centaines de milliers de Tutsi survivants prennent les pistes pour l'Ouganda. Octobre 1990 : leurs fils, armés par Museweni, tentent de reprendre les terres perdues, mais s'enlisent dans la guérilla au nord du pays.

Au Niger, au Mali, un million et demi de Touaregs subissent la répression sanglante, la persécution raciste des Négro-Africains au pouvoir ; dès 1989, la guerre de guérilla enflamme l'Adrar des Iforas.

---

<sup>25</sup> Les trois seigneurs de guerre sont tous issus des immensités rocheuses et désertiques du Nord : Hissène Habré est un Gorane de l'ethnie Amakaze, tandis qu'Idriss — Gorane lui aussi — appartient à la branche Zaghawa. (Cf. Omar Nasser, « Tchad », in *Le Nouvel Afrique-Asie*, Paris, numéro de janvier 1991, p. 16.)

La moitié de tous les réfugiés politiques de la planète reconnus comme tels par les conventions des Nations unies se trouve aujourd'hui en Afrique noire.

[86]

Victimes au cours des siècles d'effroyables cataclysmes, les peuples négro-africains sont aujourd'hui les plus mobiles de la planète : de 1526 (date de l'établissement de la vice-royauté à Sao Salvador de Bahia par Tomas de Souza) jusqu'en 1888 (décret de l'abolition de l'esclavage signé par la princesse Isabelle du Brésil), plus de 20 millions d'hommes, d'enfants, de femmes ont été arrachés à leurs foyers, déportés au-delà des mers par les esclavagistes européens, arabes. Combien de migrants aujourd'hui ? Une étude exhaustive du principal spécialiste pour les migrations interafricaines de l'Organisation internationale du travail répond : « Sur la base d'un rapport assez grossier, mais communément admis, entre réfugiés et total des migrants estimé, compris entre un et six ou un et sept, on peut, à partir d'un chiffre de 5 millions de réfugiés, supposer que le nombre total des migrants est de six à sept fois plus élevé <sup>26</sup>. »

Aux persécutés politiques, il faut donc ajouter environ 35 millions d'hommes, de femmes, réfugiés de la misère, de la faim, du chômage permanent, rescapés des sécheresses récurrentes, des cataclysmes naturels successifs. Ces migrants s'agglutinent aux abords des grandes villes : Abidjan, Lomé, Kampala, Dar es Salam, Nairobi, Mombassa, Dakar, Khartoum, e.a. Leurs configurations sociales sont multiples : travailleurs migrants traditionnels, Mossi (plus d'un million) quittant les hauts plateaux centraux du Burkina pour les plantations de cacao de la forêt ivoirienne, ghanéenne. Ouvriers surexploités noirs de Gaza (Mozambique méridional) qui cherchent une survie pour eux et leurs familles dans les mines d'uranium ou d'or du Rand et du Transvaal. Les exemples sont multiples.

[87]

Plus de 10% de toute la population d'Afrique noire est aujourd'hui sur les routes, hommes et femmes arrachés à leurs foyers, privés de leurs droits politiques et de la plus élémentaire protection sociale.

---

<sup>26</sup> Sergio Ricca, *Migrations internationales en Afrique*, éd. L'Harmattan, Paris, 1990.

Que fait l'Europe, riche, puissante, capitaliste, marchande, constellée de laboratoires de recherche, d'industries rationalisées, de systèmes de communication intégrés, regorgeant de capitaux, hérissée de technologies <sup>27</sup> ? Elle s'unifie... et se barricade ! En son sein naît un monstre : l'ethnocentrisme. C'est vers cette Europe que tentent de se diriger tout naturellement les millions de migrants noirs (mais aussi maghrébins, asiatiques) qui, sur leur continent d'origine, ne trouvent ni substance, ni espoir de survie. Ils butent sur des barbelés, des murailles de flics protégeant un continent désormais réservé aux Blancs.

Depuis les premiers accords fondateurs de Rome (1957), c'est au son des trompettes, sous les lumières des télévisions et de l'autosatisfaction bruyante, que s'annonce chaque nouvelle œuvre contractuelle, chaque nouvelle étape de la progressive unification de l'Europe.

### *La déconnexion*

7 400 eurocrates s'affairent au quartier général de la CEE, la sinistre caserne de verre et de béton à Berlaymont, au cœur ravagé du vieux Bruxelles. En 1989, ils ont publié plus de 3 400 décrets, décisions, ordonnances, *findings* allant des règlements [88] portant sur les normes de qualité admises du papier toilette à la définition de la « sangria authentique » jusqu'à l'utilisation des emballages de plastique (81 articles de règlements) sur le territoire des États membres de la CEE <sup>28</sup>.

Mais c'est dans le silence, la discrétion extrême, la honte nocturne que se sont conclus les accords dits de Schengen <sup>29</sup>. Ils sont au fondement de l'Europe policière. Ouverture des frontières, libre passage, puis abolition graduelle des postes de douanes ? Oui pour les Blancs, les chrétiens, les Européens. Mais refoulement, visa exigé et rarement accordé, humiliations et contrôles pour les hommes et les femmes faméliques, au teint basané, à l'accent incertain, à la foi étrangère.

---

<sup>27</sup> En 1989, les douze pays de la CEE et les six de l'AELE ont produit ensemble 42% de tous les biens de la planète.

<sup>28</sup> Pour les exemples, cf. David Brooks, « *How to stop worrying and love the EC* » in *The Wall Street Journal*, numéro des 14 et 15 décembre 1990.

<sup>29</sup> Accords du 14 juin 1985 concernant « les trafiquants de drogue, les terroristes, les demandeurs d'asile et les migrants ».

Quelle formidable régression ! Même la paisible Confédération helvétique, faite de quatre peuples différents et longtemps un modèle d'ouverture sur le monde qui, seul parmi les 18 pays industriels de l'OCDE, réalise, année après année, un bilan commercial excédentaire avec les 122 pays du tiers monde, introduit dès janvier 1991 l'obligation du visa pour les ressortissants maghrébins. Quant aux Négro-Africains — rassurez-vous ! — il y a longtemps déjà qu'ils n'obtiennent plus ni droit d'entrée libre ni permis de travail en Suisse.

Voyez le drame du migrant soninké du haut-fleuve du Sénégal, du chômeur kabyle, du crève-la-faim marocain qui, en 1991, chercherait son salut sur une chaîne de montage de Nanterre, de Düsseldorf, de Twickenham ou de Barcelone ! Refoulement quasi automatique, insultes souvent.

[89]

Le système intégré transnational des ordinateurs des polices des frontières fonctionne sans accroc. La répression de l'immigration extraeuropéenne est une grande et noble conquête de la CEE, de l'AELE.

Racisme ? Non <sup>30</sup>. Tout eurocrate imbu de sa mission vous l'expliquera : protection égoïste et légitime des richesses acquises au cours de quatre siècles de rapines coloniales, saine refus d'en partager les fruits avec ces millions de gueux venus du Sud. En même temps — glorieuse conséquence de la persistance du système néocolonial asservissant l'Afrique — des dizaines de milliers d'Européens, qualifiés ou non, travaillent, acquièrent leurs revenus en Côte d'Ivoire, au Maroc, au Sénégal, au Gabon, au Zimbabwe, en Zambie, au Zaïre.

Réciprocité ? Aucune. Discrimination ? Toujours.

Roger Bastide parle du « savoir savoureux » qui se transmet par la rencontre singulière entre des êtres d'expérience, de culture, de mémoire différentes. À côté et en dessous de la culture savante, il existe — puissant comme un fleuve souterrain — la culture populaire. Elle se constitue par métissage, par mélange des peuples, par échanges contingents, conjoncturels, imprévisibles, des perceptions infraconzeptuelles de chacun.

---

<sup>30</sup> Sur le concept de racisme, la conduite raciste, voir nos pages 93 et ss.

Eh bien, mes amis ! Tout cela est maintenant terminé. Les regards, les intonations, les spermes et les mémoires d’Afrique et de l’Europe ne se mélangeront plus — ou alors que par accident. Comme au début du crétacé, il y a plus de 130 millions d’années, les continents aujourd’hui s’éloignent les [90] uns des autres <sup>31</sup>. Les eurocrates de Bruxelles, leurs complices dans les chancelleries des États membres de la CEE, de l’AELE, la rationalité marchande, l’abyssal égoïsme des Blancs, européens et riches en ont ainsi décidé. Je sais : l’Europe en 1991 cherche, et partiellement, trouve son identité singulière perdue. Elle reconstitue l’homogénéité d’une conscience collective longtemps fractionnée. Jamais depuis les croisades, l’Europe n’a connu une telle soif d’identité. Mais en 1187, il y avait, face aux Croisés, un extraordinaire Kurde, natif du village de Tikrit, sur le Haut-Tigris, en Mésopotamie : Saladin El-Ayoubi, vainqueur des chrétiens à Jérusalem. Derrière lui, autour de lui, des classes savantes, des politiques de haute culture, unies dans un projet commun. Le sultan kurde incarnait une civilisation scientifique, technologique, philosophique largement supérieure à celle de ses frustrés adversaires francs. Le monde de Saladin s’imposait comme un contre-pouvoir, une résistance victorieuse, un foyer autonome et rayonnant de culture face à l’Europe coalisée et sa revendication bruyante de domination universelle <sup>32</sup>.

[91]

---

<sup>31</sup> Les premières grandes séparations ont été celles provoquées par l’apparition des océans Atlantique du Sud et du Nord. Elles n’ont pas été synchroniques. L’Afrique s’est éloignée de l’Amérique du Sud il y a 130 millions d’années environ. L’Europe a été séparée de l’Amérique du Nord par les flots nouvellement apparus de l’Atlantique Nord, vingt millions d’années plus tard.

<sup>32</sup> Les sultans ayoubides, (Saladin, Chirkuh, c.a.) régnant au XII<sup>e</sup> siècle sur l’Égypte, la Mésopotamie, la Palestine, la Syrie ne sont évidemment pas le seul exemple d’un contre-pouvoir périphérique efficace, dressé face aux prétentions universalistes européennes. Un exemple précédent tout aussi parlant est fourni par la dynastie sunnite, abbasside de Bagdad. Au tournant du IX<sup>e</sup> siècle, Bagdad était de loin la capitale la plus prestigieuse, la plus riche, la plus rayonnante de culture et de science de tout le pourtour méditerranéen. Entre 803 (exécution de son vizir, le Barmakide Yahia) et 809 (date de sa propre mort) Haroun al-Rachid négocia, de puissance à puissance, une alliance avec Charlemagne contre ses concurrents, les émirs omeyyades au pouvoir en Espagne.

La situation, en notre fin de XX<sup>e</sup> siècle, est tout autre : le tiers monde, et plus particulièrement l’Afrique et l’Orient arabe, est habité en sa quasi-totalité par des peuples en plein désarroi. Des pouvoirs fractionnés, fragiles, des discours éclatés, des consciences régionales antinomiques, des identités morcelées... rien qui permettrait de faire face avec succès à la croisade de la rationalité européenne triomphante.

Autre remarque : en janvier 1991, quelques milliers de négociateurs, parmi les plus compétents du monde, se réunissent au Palais des Nations à Genève pour la phase finale de ce qu’on appelle (’« Uruguay-round ») : le GATT (*General agreement on tariff and trade*) est l’organisation mondiale intergouvernementale chargée de promouvoir à travers la planète l’échange le plus libre possible de services et de biens. Son but : éliminer autant que faire se peut les barrières douanières, les prescriptions de contingentement, etc., portant atteinte à la liberté de commerce la plus complète possible. En 1989, le volume total du commerce mondial (valeur monétaire de biens et services échangés) a dépassé les 3 000 milliards de dollars.

Or, au cours de l’« Uruguay-round » (ainsi nommé parce qu’il a été, des années auparavant, inauguré à Montevideo et Punta de l’Estre), les 122 pays du tiers monde ont subi une défaite sévère. Pour la première fois, les puissances industrielles — et avant tout la CEE — ont réussi à inclure dans le GATT — c’est-à-dire à rendre universelles [92] les sanctions qui légitiment la validité de ces droits — les marques, les brevets, en bref : tous les biens découlant de la protection intellectuelle.

En d’autres termes : la domination scientifique, technologique, le contrôle du savoir problématique, du développement des biens scientifiques nouveaux, exercés par les centres de recherche, les universités, les laboratoires européens, américains, japonais sur les autres pays de la planète, se trouvent maintenant légitimés, codifiés, sanctionnés par la loi contractuelle internationale.

Il existe de multiples autres raisons à la dissolution graduelle des relations ancestrales entre l’Europe et l’Afrique. J’en cite quelques-unes dans le désordre.

Durant les décennies de 1960-1980, de très nombreuses industries européennes s'expatriaient dans le tiers monde. Des zones franches naissaient : de l'île Maurice à Singapour, à l'Afrique du Sud et à la Gambie. C'étaient avant tout des installations industrielles produisant des biens (automobiles, machines à outils, etc.) relevant des technologies dites achevées, c'est-à-dire des produits qui n'étaient plus susceptibles d'amélioration, de transformations qualitatives. Restaient en Europe essentiellement les laboratoires, les centres de recherche, les industries de pointe, en bref : tout ce qui relève du savoir problématique.

La raison de ces transferts d'installations de production hors d'Europe était évidente : l'industrie allait là où les coûts de la main-d'œuvre (accessoirement la fiscalité) étaient les plus bas. Exemple : à Port-Louis (île Maurice) dans les secteurs primaire et secondaire, les femmes travaillent 55 heures par semaine en moyenne pour des salaires [93] trois fois inférieurs à ceux payés en Suisse ; l'horlogerie suisse y transportait donc un certain nombre de ces productions qui ne nécessitaient pas une main-d'œuvre qualifiée. De même pour le textile : en l'espace de moins d'une décennie, la très grande partie de l'industrie du textile saint-galloise (Suisse orientale), zurichoise émigrerait en Corée du Sud. Volkswagen s'en allait au Brésil.

Aujourd'hui, le mouvement est inversé : les méthodes de rationalisation extrême, les nouvelles méthodes de gestion (gestion par ordinateurs de la chaîne de production presque complètement automatisée), utilisation de robots dans beaucoup de secteurs font que la main-d'œuvre humaine, son coût de revient n'entrent que pour une quantité négligeable dans le calcul des industriels. En revanche, les frais de transport intercontinentaux des biens produits augmentent. D'où rapatriement des installations de production en Europe <sup>33</sup>.

Aucun des pays africains noirs — exception possible du Nigeria — n'a développé un marché de consommation interne digne de ce nom.

Autre raison encore à la distanciation rapide entre les continents. Les matières premières du tiers monde (excepté le pétrole et quelques rares matières minières) perdent rapidement de leur importance. Des

---

<sup>33</sup> Cette évolution devient particulièrement évidente lorsqu'on consulte les numéros successifs — notamment à partir de 1985 — du *World development report*, publié annuellement par l'Oxford University Press pour le compte de la Banque mondiale.

matières de substitution naissent tous les jours. Le coton d'Égypte, du Tchad, du Nicaragua ? La fibre synthétique le remplace. En Suisse, depuis 1988, personne ne consomme plus de sucre de canne. L'excédent betteravier de la CEE est tel que, pratiquement, [94] tous les consommateurs européens obtiennent du sucre de betterave à des prix frisant la gratuité. Et tans pis pour les économies exportatrices (souvent monoproductrices) de sucre de canne comme celles de Cuba, du Nicaragua, Honduras, Brésil...

Je n'oublierai jamais ma visite en 1986 à l'Exposition industrielle et agricole permanente de Yokohama : pratiquement toutes les matières premières agricoles africaines ou autres, tous les légumes, fleurs, céréales, etc., y sont cultivés hors sol en des volumes et des qualités tout à fait impressionnants <sup>34</sup>.

Parler d'une domination des économies africaines par le capital étranger n'est plus guère pertinent aujourd'hui. Il y a bien sûr le problème effrayant du garrot de la dette, des ravages sociaux provoqués par l'ajustement structurel <sup>35</sup>. Mais les capitaux étrangers ne s'investissent plus guère en Afrique noire (mis à part les secteurs pétrolier et minier du Gabon, du Nigeria, du Congo). Les investisseurs se désengagent. L'instabilité, le faible taux d'accumulation interne des économies africaines n'incite personne à des engagements dans les secteurs industriels, des services, des transports ou de la distribution. Depuis trois ans, le flux des capitaux allant du sud vers le nord est plus important que celui qui va d'Europe (d'Amérique, du Japon) vers l'Afrique.

Une étude attentive des bilans du commerce extérieur des 18 pays industriels de l'OCDE démontre que les volumes du [95] commerce avec l'Afrique subsaharienne baisse de façon parfois substantielle <sup>36</sup>.

Cette diminution des échanges nord-sud n'est nullement compensée par une intensification des échanges sud-sud. En 1989, 5,6% seulement du commerce extérieur des pays d'Afrique noire s'effectuait à l'intérieur du sous-continent.

---

<sup>34</sup> C'est Jean Ziegler qui parle.

<sup>35</sup> Gilbert Bardon, *Le Fonds monétaire international, l'ajustement et les coûts de l'homme*, éditions de la Caisse d'épargne, Paris, 1990 ; préface de Jacques Forster.

<sup>36</sup> La régression est forte (depuis 1987) en ce qui concerne la RFA, un peu plus faible en ce qui concerne la Suisse.

En 1970, les pays industrialisés s'étaient engagés à augmenter en l'espace de dix ans leur contribution d'aide au développement jusqu'à une somme correspondant à 0,7 % de leur produit national brut. 1990 : la moyenne des contributions se situe à 0,35%, soit la moitié des sommes promises. Et déjà les contributions stagnent ou même reculent de nouveau.

Raison invoquée ? La nécessaire construction de l'Europe. La stratégie définie par le sommet des chefs d'États de la CEE de novembre 1990 à Rome est ambitieuse : reconstruire les économies de l'Europe de l'Est ruinée par 40 ans de pouvoir totalitaire et de gestion inepte ; réunir en une zone d'intégration régionale les économies ainsi reconstruites ; affilier cette zone à l'AELE ; unir, dans un avenir indéterminé, l'ensemble des zones d'intégration périphériques à une CEE devenue communauté économique, politique continentale et supranationale. La première phase à elle seule coûtera à la CEE plusieurs centaines de milliards de dollars.

L'Afrique aujourd'hui s'éloigne comme un radeau dans la nuit vers un destin de nouvelle et radicale solitude. Malgré quelques discours de circonstance tenus notamment par Jacques Delors, le [96] dominant européen se désintéresse du dominé noir. Où ira l'Afrique ? L'Europe, au fond d'elle-même, s'en fout.

Un soir d'été austral 1888, au « salon noble » du palais de la Praça 15 à Rio de Janeiro, la princesse Isabelle, régente, en l'absence de son père, de l'empire du Brésil, vient de signer le décret d'abolition de l'esclavage. Le général Rio Branco, adepte convaincu de la philosophie positiviste d'Auguste Comte, franc-maçon, lui demande, inquiet : « Que vont devenir toutes ces familles noires, tous ces esclaves libérés dans nos champs, nos mines, nos maisons ? » Isabelle, superbe, répond : « J'ai accompli mon devoir. J'obéis à la loi morale. » Autrement dit : que m'importe le destin de cette anonyme multitude d'êtres de couleur, de provenance, de croyance si totalement différentes des miennes !

À cent ans de distance, les eurocrates de Bruxelles ne raisonnent pas autrement.

Le racisme est le crime absolu, la forme définitive de la haine. Un Noir, un Arabe, un Juif, haïs parce que noirs, arabes, juifs ne peuvent échapper à la haine parce qu'ils ne peuvent cesser d'être — aux yeux du raciste et à leurs yeux propres — noirs, arabes, juifs. Il n'existe pas d'exclusion plus violente, plus achevée que l'exclusion raciste. Elle est la négation sans appel de l'humanité de l'autre. La victime est tout simplement exclue du champ des vivants, toutes similitudes avec son semblable lui étant déniée.

En 1971, dans la grande salle de l'UNESCO à Paris, Claude Lévi-Strauss fait un discours intitulé « Race et Culture ». Consternation dans l'auditoire. L'orateur suggère que le rejet violent de l'autre, le refus irrationnel du dialogue entre cultures — toutes conduites propres aux racistes — comporte, au cœur même de l'abjection, une semence [97] d'espoir : la séparation pourrait favoriser « l'affirmation créatrice de chaque identité ». Elle peut « représenter le prix à payer pour que les systèmes de valeurs de chaque famille spirituelle ou de chaque communauté se conservent, et trouvent dans leur propre fond les ressources nécessaires à leur renouvellement <sup>37</sup>. » La définition généralement admise du racisme est celle formulée par l'UNESCO : une doctrine qui prétend voir dans les caractères intellectuels et moraux attribués à un ensemble d'individus, de quelques façons qu'on le définit, l'effet nécessaire d'un commun patrimoine génétique. C'est le racisme du nazi, de l'antisémite, de l'afrikaner d'Afrique du Sud, du Ku-Klux-Klan, du fasciste de tous les temps.

Mais ce n'est pas de ce racisme-là que parle Lévi-Strauss. L'anthropologue parle de ce qu'il appelle « l'incommunicabilité volontaire, la discrimination qui se pratique par ignorance intentionnelle ». De quoi s'agit-il ? Tout homme qui n'est pas entièrement aliéné par la rationalité marchande reste attaché aux valeurs fondatrices, singulières de son identité, celles qu'il a reçues par sa socialisation. Dans certains cas cet attachement peut le rendre totalement aveugle aux valeurs d'autrui et donc le conduire — malgré un authentique amour de la vie,

---

<sup>37</sup> Claude Lévi-Strauss, « Race et culture » in *Le Regard éloigné*, éditions Plon, 1983, pp. 21 ss. ; l'auteur analyse lui-même l'effet de désarroi produit par sa conférence auprès du public de 1971, dans *Préface au Regard éloigné*, *op. cit.*, pp. 13 ss. du même. Cf. aussi : « Race et histoire » (publié in *Anthropologie structurale II*, chapitre 18).

des êtres — à une conduite discriminatoire, proche de la conduite raciste.

Pour résister, la victime n'a alors plus qu'un seul recours ; plongeant au plus profond d'elle-même elle doit y déterrer les racines — historiques, culturelles — de son être [98] singulier, ses valeurs autonomes, lui permettant de récupérer, puis d'affirmer son humanité agressée.

Entre l'Afrique et l'Europe, nous vivons le temps de la déconnexion, de la distanciation, de l'éloignement progressif des continents. Fermeture de l'Europe à l'immigration africaine, exclusion du projet culturel du métissage, effondrement des rapports commerciaux entre le Sud et le Nord, transfert des capitaux sud-nord au moyen du service écrasant d'une dette indécente, substitution par des produits de synthèse ou créés hors sol de la plupart des matières premières agricoles africaines. L'ordre du monde s'effondre.

Cet ordre était habité par l'inégalité : 16% de la population du monde a, en 1988, consommé 63% de tous les produits créés sur la planète.

C'était un ordre impérialiste, inégalitaire, souvent meurtrier fondé sur la domination de l'Occident, l'asservissement de l'Afrique. Mais cet ordre assurant néanmoins l'unité de la société planétaire, même si — dans les termes de Jean-Paul Sartre — il s'agissait d'une « unité négative ».

Aujourd'hui, la société planétaire se désagrège. Comme au crétacé débutant, il y a 130 millions d'années les continents s'éloignent les uns des autres : l'Amérique latine, l'Afrique, quelques archipels, presqu'îles et déserts d'Asie se détachent de l'Europe, de ses diasporas blanches d'Amérique septentrionales, du Pacifique, d'Afrique australe. Ou plutôt : ces contrées immensément peuplées du tiers monde sont repoussées, comme des radeaux nocturnes, par un continent européen qui, ayant recouvert son antique unité et la plénitude de sa puissance, ne s'intéresse désormais plus qu'à ses propres diasporas et éventuellement au Japon.

[99]

Des révisions conceptuelles, méthodologiques déchirantes attendent les chercheurs universitaires (sociologues, économistes, politologues, e.a.) se vouant à l'étude des rapports nord-sud, du système impérialiste, des structures inégalitaires, de la stratification mondiale, des mécanismes de l'acculturation ambivalente, des formations sociales compradores. Des objets disparaissent : la société planétaire, dans sa structure connue, se dissout. La séparation des continents, la déconnexion entre le centre et ses anciennes périphéries, la régression de l'acculturation, les formations sociales nouvelles naissant de la dissolution de l'ordre impérialiste exigent, pour être approchées, analysées et si possible connues, des concepts inédits.

Lundi 17 décembre 1990 : une soirée lumineuse de la saison sèche sur l'extrême pointe du Cap-Vert à Dakar. Le grand auditoire de l'Université Cheikh Anta Diop est rempli de centaines d'étudiants, d'étudiantes, d'écrivains, de musiciens, de syndicalistes, d'hommes et de femmes politiques, de marabouts, d'artistes venus là pour participer à la séance de clôture de la Première Biennale culturelle africaine.

À la tribune, la fine fleur de l'intelligentsia africaine : Théophile Obenga, Cheikh Hamidou Kane, Joseph Ki-Zerbo, Bakary Traore, Mame Sow, Nfaly Savane, Mame Less Camara, Boubakar Diop, e.a. L'ironie froide, le désespoir contenu, Joseph Ki-Zerbo, résume de sa voix frêle les travaux qui avaient duré 10 jours :

« Notre passé est aveugle,  
Notre présent est muet  
Et l'avenir est sourd. »

Personne dans l'immense salle n'émettra la moindre protestation.

Mais tout le monde aussi sentit qu'au cœur le plus sombre de la crise loge un espoir.

[100]

Théophile Obenga : « Quand les éléphants se battent c'est l'herbe qui souffre... Le choix de l'Afrique est simple : devenir éléphant à son tour ou rester l'herbe d'un terrain vague de l'histoire. »

La liquidation définitive de l'héritage empoisonné laissé par le colonisateur implique le dépassement de la balkanisation étatique du fractionnement politique, économique de l'Afrique. *La fédération des*

*États-Unis d'Afrique*, nourrie de l'ancestrale espérance panafricaine — celle qui avait voyagé dans les bateaux esclavagistes, maintenu en vie les bêtes de somme noires des champs de coton du Mississippi, animé N'Krumah, fondé l'OUA — est aujourd'hui l'horizon de l'histoire pour les Africains les plus conscients.

La solitude sera demain le lot certain des peuples d'Afrique. Mais c'est dans la solitude que se mènent les aventures spirituelles les plus exaltantes. Obenga se tut et personne dans l'immense salle ne douta qu'une fois débarrassée des agressions culturelles allogènes (« libérales », léninistes...), l'Afrique retrouvera rapidement ses mémoires ancestrales, fera renaître ses identités singulières, déterrera et fera vivre ses valeurs.

Pour notre Occident ravagé par l'instrumentalisation de la nature et des hommes, la rationalité marchande, la maximalisation du profit, les hautes cultures africaines ressuscitées — d'autres encore — seront comme des oasis dans le désert, des foyers précieux de sens. La victoire remportée par le tiers monde sur sa propre aliénation constituera pour l'Europe un pas important vers sa propre libération.

[101]

### 3. Pour l'éthique

« L'appartenance à quelque chose comme un ordre éthique, à la fois supérieur et inférieur, est ouvert au conflit des interprétations. La démocratie est le lieu politique où ce conflit peut se poursuivre dans le respect des différences. »

Paul Ricœur.

[Retour à la table des matières](#)

Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de confondre la tradition, système d'obligations morale et religieuse, système de représentations contraignantes et coercitives, système reproducteur d'aliénations ancestrales avec la mémoire vivante riche d'identités singulières qui sont autant de barrières différentes pouvant faire obstacle aux logiques destructrices de l'économie de marché. Autant que les effets les plus destructeurs du libéralisme sauvage, les marxismes économique et politique dans leurs différentes versions ont, eux aussi, passablement saccagé le tiers monde. Le marxisme-léninisme a été la référence obligée de reconstructions annoncées parce qu'il a été la plupart du temps l'idéologie des mouvements de libération qui furent les acteurs principaux de la décolonisation. Le marxisme-léninisme, là aussi accumule des défaites. Non seulement les reconstructions n'ont pas eu lieu (le décollage économique ne s'est pas produit et la démocratie politique n'a pas été instaurée), mais les bilans sont au moins aussi catastrophiques que dans les pays de l'Est. Face à l'héritage, les nouvelles élites, souvent issues des meilleures universités occidentales, renvoient dos à dos les modèles libéral et communiste.

[102]

Évolution partagée par des sociétés (africaines, asiatiques, etc.) marquées par les traditions musulmane, chrétienne ou juive : c'est la revanche de Dieu. Gilles Kepel : « Elles présentent un grand nombre de caractéristiques communes, par-delà la simple simultanéité historique de leur apparition. La disqualification d'une laïcité qu'elles font remonter à la philosophie des lumières les unit. Elles voient dans

l'émancipation orgueilleuse de la raison par rapport à la foi la cause première de tous les maux du XX<sup>e</sup> siècle, le début d'un processus qui mènerait en droite ligne au totalitarisme nazi ou stalinien<sup>38</sup>. »

Argumentation étrangement commune aux analyses d'Hannah Arendt, aux prises de position des cardinaux Ratzinger ou Lustiger faisant remonter aux lumières les aventures totalitaires. L'archevêque de Paris est à ce sujet très clair : « Je fais partie de cette génération qui a recueilli les fruits amers d'une prétention de la raison à une souveraineté sans mesure. » Prétention qui prend racine dans le siècle des Lumières qui a engendré le totalitarisme, c'est-à-dire la divinisation de la raison humaine qui refuse toute critique. » Et pour finir en beauté : « Je crois que l'antisémitisme de Hitler relève de l'antisémitisme chrétien<sup>39</sup>. »

Cela paraît évident, notamment au Carmel d'Auschwitz... Vieilles retrouvailles avec la tyrannie du logos et la haine de la pensée et des maîtres penseurs cultivée avec passion dans la fin des années soixante-dix par les « nouveaux philosophes ». Même logique qui aujourd'hui travaille à la haine de la pensée [103] de Marx, de Hegel et de l'idéalisme classique, mise en accusation de toute tentative d'appréhender la totalité, entreprise forcément totalitaire. Mais que peut-il bien germer sous les ruines de la raison ? Discours et espaces de contestation sont ainsi désertés par les composantes traditionnelles des luttes de libération. Différents mouvements fondamentalistes ou autres assurent la relève de la critique des valeurs fondatrices de l'ordre social. Stéphane Hessel nous pose la question. Ce diplomate admirable, humaniste exigeant et intellectuel rigoureux, représente la France durant la quarante-septième session de la commission des droits de l'homme au siège européen des Nations unies à Genève<sup>40</sup>. Dans la grande cafétéria lumineuse jouxtant la salle 17 où se déroulent les pourparlers, il déplore passionnément le délitement des points de repère d'une éthique opérationnelle en réponse aux corruptions générées par les systèmes les plus divers. Dans cette filiation mendésiste tendue vers une réconciliation continue de la morale et de la politique, Stéphane Hessel nous explique comment la perte de ces points de repère éthiques a favorisé l'émergence et la progression du fondamentalisme.

<sup>38</sup> *La revanche de Dieu*, Le Seuil, 1991.

<sup>39</sup> Jean-Marie Lustiger, *Le Choix de Dieu*, Hachette.

<sup>40</sup> Genève, palais des nations, mars 1991.

Pourquoi le FIS (Front islamique de salut) a-t-il remporté les dernières élections municipales en Algérie ? Principalement parce qu'il s'est opposé au FLN en dénonçant la corruption régnante savamment entretenue et gérée par une *nomenklatura* totalement discréditée.

Ajoutée au réseau d'entraide mis en place autour des mosquées et à son discours [104] populiste à l'attention des laissés-pour-compte d'une société de castes et de privilèges, l'utilisation de l'impératif moral a provoqué un raz de marée électoral inexplicable par le seul retour des passions religieuses. « Les sociaux-démocrates que nous sommes, conclut Stéphane Hessel, doivent réoccuper ce terrain de l'impératif moral, véritable double d'un effort de pensée qu'il faut remettre en marche si l'on veut éviter de perdre notre âme dans une gestion seulement quantitative des affaires courantes <sup>41</sup>. » La corruption a ceci de particulier qu'elle caractérise simultanément le stade suprême du communisme (détournement de la rareté par la *nomenklatura*) et celui du capitalisme (délit d'initiés, OPA foireuse, blanchiment de la drogue, etc.). Écoutons Alain Cotta : « La corruption joue en somme un rôle analogue à celui du plan. Elle accroît l'importance de l'investissement d'autant plus qu'il est à long terme. Ce coût de la corruption aiguise l'intensité de la concurrence entre les corrupteurs et les obligent à de meilleurs choix individuels et collectifs, car la distribution des revenus de la corruption veille à ce que chacun ou presque en ait sa part, notamment sous la forme d'un emploi qui garantit l'attachement des personnes impliquées à la pérennité du microcosme social <sup>42</sup>. »

Il ne suffit pas ici d'opposer des positions morales et des principes formels aux mécanismes économiques enfiévrés, de dénoncer l'argent facile ou sale mais de relancer une critique morale du capitalisme, de ses mécanismes actuels et inédits. Cet effort éthique réclamé par Stéphane Hessel ne reconstitue pas un processus de représentations [105] transcendantales indépendamment de tout fondement économique, mais participe au contraire directement, en toute immanence, d'une nouvelle critique du capitalisme contemporain débouchant sur une nouvelle valorisation de l'action politique. De nouveau : comment se passer ici encore du marxisme de résistance, grille de lecture, grammaire de déchiffrement des ruses en acte de la complexité sociale ? Comment pourrions-nous à ce point devenir analphabètes et nous pri-

<sup>41</sup> Conversation avec les auteurs.

<sup>42</sup> Alain Cotta, *Le Capitalisme dans tous ses états*, Fayard, 1991.

ver ainsi d'une lecture la plus universelle possible avant de revenir à soi dans toute la singularité d'une lecture particulière plus libre parce qu'efficace ? Pour ce faire, il convient de recourir à des valeurs et des concepts autres que ceux du marché !

Réactualisation de l'entreprise sartrienne : il reste à engager la mise en chantier d'une nouvelle critique de la raison dialectique réadaptée à notre temps non seulement dans son appareil conceptuel (nous évoquons le concept de complexité) mais aussi dans la délimitation d'un contexte historique radicalement différent : celui de la fin de la guerre froide inaugurant un avenir inédit où les possibles ne sont pas encore clairement projetés.

Comme si nous renouions avec la question de l'infini... Ce souci du temps d'un temps ouvert devrait justement préserver les possibles, y compris au cœur même des logiques économiques dont le rythme de consommation ne cesse de s'accélérer tant dans ses procédures d'investissement que dans celles de consommation et de représentation. Cette éthique qui vise la responsabilité d'un temps à venir touche notamment aux domaines de l'environnement et à ceux de la communication, soumis aux mêmes exigences de rentabilité maximale que n'importe lequel des biens et des services [106] de consommation ordinaire. Première tâche d'une éthique de responsabilité : instaurer une différenciation rigoureuse dans la production de ces biens et services pour pouvoir en moduler les conditions de production et de distribution. En effet, il s'agit par cette différenciation de définir provisoirement un bien commun contractuel, non pas un bien collectif auquel tout le monde devrait se soumettre de manière indistincte ni un bien éclaté de façon infinitésimale entre la multitude de conceptions individuelles, mais des séries de biens et services dont il faut plus équitablement réguler la production et distribution.

Des biens et services qui touchent directement à l'épanouissement des individus, qui conditionnent leur avenir et leur identité : la santé, le logement, l'éducation et la formation, l'information enfin situent quelques enjeux qui devraient pouvoir échapper progressivement à l'emprise cynique et matérielle du marché. Paul Ricœur : « Comment organiser une hiérarchie de ces biens dans la mesure où on ne peut pas les réaliser tous à la fois, mais où il y a lieu d'établir à chaque époque et pour chaque société un ordre de priorités qui est l'enjeu de la dis-

cussion démocratique ? La question est alors celle-ci : quelles sont les valeurs susceptibles d'émerger au-delà de règles simplement procédurales de l'échange et de présider aux choix des priorités ? <sup>43</sup> » Cet effort excède les territoires connus du seul respect de la personne individuelle d'une éthique de la proximité conditionnée par des termes très précis de réciprocité et d'échanges. Nos capacités d'intervention technologiques sautent par-dessus leur temps contemporain, anticipant de plus en plus [107] plus d'autres espaces-temps qui modèlent de façon déterminante ce que sera la vie humaine, animale et végétale dans les domaines biogénétiques. Resurgit ici l'inassimilable dimension du temps, d'un temps ouvert et complexe qui ne se déroule surtout pas sur un mode lisse et non contradictoire. Hegel : « Le temps est le concept même qui est là et se présente à la conscience comme une intuition vide. » Il importe en situation de donner chair et sens à cette intuition. Comment pourrions-nous le faire autrement qu'en termes de choix résolument politique ? Le champ démocratique, la place publique, les bistrotts, une presse écrite et audiovisuelle pluraliste ménagent quelques lieux où ces contradictions peuvent pleinement se déployer dans le respect des différences. La seule éthique minimale acceptable sur laquelle ne jamais transiger : la démocratie. Celle-ci n'est jamais acquise une fois pour toutes et pour l'éternité, mais sollicite une attention de tous les instants comme une très attachante jeune femme. C'est en cela que nous restons marxistes. Nous ne pensons pas qu'une philosophie et une morale n'étant pas fondées sur la critique du capitalisme et ses développements soient possibles. Le capitalisme constitue un système immanent et éminemment dialectique qui repousse sans arrêt ses propres limites tout en revenant sur lui-même d'un point de vue toujours décalé et supérieur. N'en déplaise aux chroniqueurs de l'air du temps, le marxisme de résistance constitue un nécessaire contrepoint à cet horizon indépassable de la fin de notre temps.

[108]

---

<sup>43</sup> Paul Ricœur, in revue *Esprit* : « Justice et marché », janvier 1991.

[109]

**À demain Karl.**  
*Pour sortir de la fin des idéologies*

## POUR LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE

« Il y a trois siècles des sots s'étonnaient parce que Spinoza voulait la libération de l'homme, bien qu'il ne crût pas à sa liberté ni même à son existence spécifique. Aujourd'hui, de nouveaux sots ou les mêmes réincarnés s'étonnent parce que Foucault participait aux luttes politiques, lui qui avait dit la mort de l'homme... »

Gilles Deleuze.

[Retour à la table des matières](#)

Quelle parole adresser à une vieille connaissance si ce n'est « à demain » ? À demain donc, car les grands textes du matérialisme historique ne sauraient être abandonnés à la critique rongeuse des souris et comme tout ce qui participe de près ou de loin aux aventures de la raison, il y aura fatalement des malentendus. Aucune raison de rendre l'âme bien entendu. Néanmoins si bien des « ratages » ponctuent et accélèrent l'histoire dont nous parlons comme autant d'obstacles épistémologiques qui confortent la patience des concepts, il en est d'autres qui tournent vite au bavardage sinon à la mauvaise [110] querelle. De fait on se retrouve presque inmanquablement dans cette sorte d'incompréhension et d'errance sophiste dès qu'il est question de reparler de Marx et de sa pensée. Pire, la seule intention d'en reparler semble immédiatement court-circuitée par une suspicion d'autant plus lourde que majoritairement partagée y compris dans les rangs des anciens zélateurs. Bien évidemment la pensée de Marx est trop saturée d'histoire et de pérégrinations politiques pour faire l'économie d'un tel dévelop-

pement polémique comme s'il était dans sa nature de susciter la contradiction. Il n'est pas ici question de la nourrir ni de la pousser à son terme. L'exercice ayant déjà été fait, il nous renvoie à quelques bons manuels sur la question. Non, il s'agit d'autre chose ! Répétons qu'il ne convient pas de « faire retour » à Marx, comme par exemple les scolastiques ont fait retour pendant des siècles à Aristote ou comme des disciples pourraient faire retour à une vérité révélée et close. La question n'est plus : être ou ne pas être marxiste ? En fin de compte la question du marxisme aujourd'hui est loin d'être aussi simple qu'il y paraît. Mais à trop vouloir jeter précipitamment le bébé, l'eau du bain, et la baignoire avec, on risque bien un jour de se retrouver sans salle de bains, crasseux au propre comme au figuré. André Clavel, critique littéraire debout, parle de ces hammams domestiques où Alphonse Allais déjà disait trouver l'inspiration : « Un lieu parfaitement romanesque, propice au gargarisme de l'âme. On peut y peigner sa prose à loisir, et puis le fantasme y est à portée de robinet <sup>44</sup>. » Les aboutissements totalitaires de la pensée de [111] Marx, leur cortège d'aveux, de tortionnaires et de torturés ont annulé toute croyance dans l'avènement d'une cité du soleil idéale où les corps pourraient fonctionner autour du grand livre ouvert du savoir absolu régulant toutes les passions et les choses. Une génération a découvert ici, dans la douleur de sa chair et de ses illusions perdues que la politique relevait d'avantage de l'art du moindre mal que de celui de la conjugaison des idéaux au présent de l'indicatif.

Gilles Deleuze : « Les nouveaux philosophes, quand ils dénoncent Marx, ne font nullement une nouvelle analyse du capital, qui perd mystérieusement toute existence chez eux, ils dénoncent des conséquences politiques et éthiques staliniennes qu'ils supposent découler de Marx. Ils sont plutôt proches de ceux qui imputaient à Freud des conséquences immorales : ce qui n'a rien à voir avec de la philosophie <sup>45</sup>. » Les camps staliniens ou ceux de Pol Pot ne font pas la preuve que Marx s'est trompé en tout et ne renvoient pas irrémédiablement les thèses de *L'Idéologie allemande*, de la *Critique de l'économie politique* ou des *Manuscrits de 1844* au rayon des curiosités archéologiques. Paradoxalement, ce désastre nous rend la pensée de Marx, une pensée à relire dans les perspectives ouvertes par la chute du mur de

<sup>44</sup> *Le Matin de Paris*, 3 septembre 1985.

<sup>45</sup> Gilles Deleuze, *Pourparlers*, éditions de Minuit, 1990.

Berlin, non pour y bricoler de nouvelles utopies meurtrières, mais pour y forger des outils qui nous aideront à mieux comprendre la nature et l'histoire de nos sociétés contemporaines ; toujours déjà là est le capitalisme en chantier perpétuel, toujours en mutation, toujours plus complexe sans jamais renoncer ni au gaspillage humain, ni à celui de la nature, [112] ni à celui des rêves. Il nous faut donc lutter, sinon pour changer la vie, toute la vie et tout de suite, mais pour inscrire des résistances contre l'ordre du monde, des changements progressifs dans la durée d'un temps ouvert sans violence sociale mais avec le dialogue comme outil. La pensée de Marx n'aura jamais été aussi actuelle et pertinente. Fournissant quelques concepts rigoureux qui peuvent réconcilier la morale et la politique, le marxisme de résistance (fil conducteur de ce petit livre) met à jour une première tâche et qui n'est pas la moindre : se déprendre de soi-même pour mieux y revenir, d'objet de la nécessité historique devenir petit à petit sujet. Paul Nizan : « Il ne faut pas confondre un homme avec un baromètre enregistreur, une machine de Morin et un phonographe. Que de maux peut causer cette confusion lorsqu'il n'est pas question d'enregistrer des chiffres mais des sentences de la sagesse morale, des décisions politiques. Ce qui m'a le plus dégoûté de mes frères, c'est de les voir vivre comme des vers : les vers ne comprennent rien à l'attraction universelle, les hommes à leur bon Dieu, à leurs désirs, à leurs opérations : tout plane sur eux, et ils croient inventer ce qui plane <sup>46</sup>. » Il faudra tôt ou tard réinventer une philosophie de la liberté pour mieux résister aux délires incessants et raffinés de la marchandise. Alors on relira fatalement Karl Marx dans le texte... Au travail donc, et à demain ! Le communisme est mort ! Vive le socialisme démocratique !

Madrid, Genève, Nernier,  
Les Pastières, dimanche 17 mars 1991.

[113]

**À demain Karl.**  
*Pour sortir de la fin des idéologies*

# VEILLEURS DE NUIT

par Jean Ziegler.

De tant aimer, de tant marcher naissent les livres,  
Mais s'ils n'ont de baisers ou de régions,  
Mais s'ils n'ont d'homme à pleines mains,  
S'ils n'ont de femme en chaque goutte,  
S'ils n'ont faim, désir, colère, chemins,  
Pour l'emblème ou le carillon, ils restent vains :  
Ils n'ont point d'yeux et ne pourront pas les ouvrir,  
Ils n'auront que la bouche morte du précepte.

Pablo Neruda, *Mémorial de l'île noire*  
(trad. Claude Couffon), Gallimard, 1977.

[Retour à la table des matières](#)

[114]

[115]

Le « marxisme de résistance » dont il est question tout au long de ce livre s'incarne quotidiennement dans une multitude de femmes et d'hommes qui, sur les cinq continents et dans les situations souvent les plus tragiques, continuent à lutter pour un monde plus juste, plus libre, plus digne... et où la raison participe davantage à l'histoire. Ces quatre portraits en constituent une illustration manifeste.

[116]

[117]

## OLOF PALME

[Retour à la table des matières](#)

L'homme qui, la nuit du 28 février 1986, a abattu Olof Palme a bien visé : il a atteint au cœur le mouvement socialiste et démocratique international. Homme complexe, chaleureux et amical, incarnant d'une façon exemplaire l'héritage du mouvement socialiste, Olof Palme va nous manquer au-delà de toute attente. Depuis le départ de Jean Jaurès, d'Émile Vandervelde, aucune mort n'a si cruellement et si douloureusement frappé l'Internationale socialiste.

Palme était ennemi de la raison d'État. Nous en discutons souvent. Patriote suédois, il défendait naturellement avec conviction les intérêts de son pays. Mais il était persuadé — naïvement peut-être — que les exigences de grandeur, d'honnêteté de la nation suédoise coïncidaient avec le respect des principes fondateurs du socialisme démocratique. Ministre de l'Éducation du gouvernement Erlander, il conduisait en 1969, dans les rues de Stockholm, les manifestations de masse protestant contre les bombardements américains de terreur sur Hâi Phông et Hanoï. Le gouvernement américain l'attaquait publiquement et exigeait des explications par voie diplomatique. Palme ne variait [118] pas d'un pouce de sa ligne de conduite. Mieux, il soutenait la mise en place de la première organisation d'accueil des déserteurs américains de la guerre du Viêt Nam qui, dès lors, affluaient en grand nombre en Suède.

Fidélité intransigeante à ses choix initiaux : au début des années 1980, des militants centre-américains, réfugiés à Mexico, étant menacés d'assassinat par les escadrons de la mort de leur pays, Olof Palme organisa discrètement — en pleine ville de Mexico — leur protection et leur évacuation temporaire vers l'Europe.

Palme jouissait d'une grande affection, d'un respect évident de la part de ses camarades. Il existe plus d'un million de socialistes en Suède. Palme, chef de gouvernement ou chef de l'opposition parlementaire, avait toujours accordé un soin extrême à l'organisation, à la vie du parti. C'est à lui que l'on doit l'installation dans toutes les fédérations, donc dans toutes les régions du pays, des délégués permanents à la solidarité internationale. Ces délégués, travailleurs à plein temps, sont élus par la base du parti. Ils sont chargés de garder le contact avec l'ensemble des organisations non gouvernementales (Amnesty International, groupes tiers monde, comités de soutien, etc.) de leurs régions. Ils recueillent l'avis de ces groupes de base, favorisent les initiatives locales et expliquent à la base la politique étrangère, tiers-mondiste, antimilitariste du gouvernement.

Palme est aussi le fondateur d'une institution qui s'est généralisée dans nombre de partis européens : le « Soli-Fonds ». Ce fonds de solidarité, alimenté par les cotisations des syndicats, des mutuelles, des coopératives, des fédérations du parti, finance au Guatemala, en Corée du Sud, au Zaïre, etc., les grèves des mineurs, des ouvriers de [119] plantations, permettant aux travailleurs du tiers monde d'arracher des salaires et une vie plus dignes aux sociétés multinationales étrangères et au patronat local.

Olof Palme, vice-président de l'Internationale socialiste, jouait au sein de notre organisation un rôle déterminant. L'Internationale est traversée de contradictions nombreuses : des hommes aussi différents que Felipe González, Bruno Kreisky, Mario Soares, Willy Brandt, Léopold Sédar Senghor, Shimon Pérès, Walid Joumblatt y cohabitent tant bien que mal. Parmi nous, Palme était le défenseur intransigeant, énergique, intelligent, d'une politique de solidarité avec les peuples du tiers monde en lutte pour leur libération. Il était le défenseur des combattants et du peuple palestiniens contre l'arrogance, la politique inhumaine du Likoud.

Il était lié d'amitié avec les principaux dirigeants de la guérilla du Salvador, du Guatemala et du Front sandiniste du Nicaragua : contre Perez Jimenez, ancien président du Venezuela, contre Monge, du Costa Rica, contre Mario Soares, Palme défendait — séance après séance — la guerre de libération, la guerre de résistance que mènent les peuples centre-américains contre l'agression de l'empire américain.

Palme était un pacifiste : partisan de la neutralité armée de son pays, il était le pionnier de la lutte pour une mer Baltique dénucléarisée. Contre vents et marées, il maintint le dialogue avec Moscou. Homme souriant et chaleureux, Palme était habité par des convictions dures comme le fer : je l'ai entendu — derrière les portes closes d'une séance au Danemark — condamner, avec une vigueur de prédicateur calviniste, les essais nucléaires français dans les colonies françaises du Pacifique. À cette époque où Jacques Huntzinger était secrétaire international du Parti socialiste français, il s'était [120] — malgré un intense amour de la France (dont il parlait la langue) — éloigné de Mitterrand au moment de la défense par celui-ci de l'installation des missiles Pershing en Europe.

Palme n'était pas un grand théoricien. Il avait en lui des traces de cette rigueur calviniste qui marque tout le mouvement ouvrier Scandinave. Homme précis, exigeant, ennemi de tout romantisme confus, de toute logomachie « révolutionnaire », il était secondé remarquablement dans ses projets par son alter ego politique et ami intime, Pierre Schorri. Schorri, auteur de livres qui font autorité sur le tiers monde, lui avait, voici près de vingt ans, succédé comme secrétaire aux relations internationales du parti suédois. Il est aujourd'hui [en 1986] secrétaire général du ministère des Affaires étrangères : l'homme qui, d'une façon exemplaire, informait Palme, est constamment sur le terrain, jouit dans les milieux les plus divers d'Afrique australe, d'Amérique latine, d'Asie, d'amis sûrs et informés. Un des livres de Pierre Schorri, paru directement en espagnol, a influencé profondément les débats politiques, les options socialistes et démocratiques de nos camarades du Front sandiniste, du Front Farabundo Marti et de l'ORPA (Guatemala). L'amitié de Palme avec Schorri revêt une signification essentielle pour la compréhension de l'engagement anti-impérialiste du gouvernement suédois depuis 1969 (date à laquelle Palme devint président du Parti socialiste). Je garde d'Olof Palme deux souvenirs tout à fait contrastés.

Le premier, c'était l'été 1985, à Bommersvijk. Olof Palme et le parti suédois avaient convié les membres du bureau de l'Internationale socialiste, des dizaines d'observateurs, les délégations de partis consultatifs et de nombreux journalistes au bord de ce petit [121] lac perdu dans une forêt de bouleaux, au nord de Stockholm, où s'alignent les maisons en bois d'un centre de vacances des jeunes

socialistes. À la fin de l'ultime séance de travail, Palme avait organisé une fête : sur de grands buffets simples s'alignaient saumons fumés, pain noir, fruits et légumes du pays, des bouteilles de vin, des fleurs des champs sur toutes les tables. Un orchestre était venu de la petite ville voisine, suivi d'un cortège de militants et de leurs familles. Du quartier général de Stockholm étaient arrivées les troupes de danse, de théâtres de jeunes filles et de jeunes gens. C'était le mois de juin et le soleil — sur cette contrée féerique — ne se couchait qu'à minuit. Dans l'irréelle lumière de l'astre laiteux, Olof Palme allait de groupe en groupe, ouvrait la danse, changeait de partenaire, nous enseignait les rondes ancestrales de son pays, riait, buvait, plaisantait et discutait jusqu'à l'aube. Il rayonnait de joie de vivre, d'amour des hommes, de gaieté, de force.

Je me souviens d'un autre jour plus récent, dans un hôpital, quelque part en Suède. Palme nous avait invités à une visite impromptue auprès des combattants mutilés, brûlés, blessés, d'un mouvement armé de libération d'Amérique centrale. Nos camarades centre-américains étaient soignés par les meilleurs médecins suédois, dans la discrétion, sans aucune publicité, à la demande et sur l'initiative personnelle d'Olof Palme. Palme, visiblement, était bouleversé par la souffrance et aussi par le courage de ces jeunes gens et jeunes filles aux membres amputés, aux visages parfois brûlés et qui, tous, portaient pour la vie les stigmates de la douleur endurée. À la sortie, un médecin me dit que Palme venait ici pratiquement chaque semaine, souvent tard le soir, après son travail, seul. Pour parler aux blessés, les reconforter.

[122]

[123]

## BERNT CARLSSON

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque le 22 décembre 1988, à New York, l'accord final sur l'indépendance de la Namibie était signé, une place restait vide à la table de cérémonie : Bernt Carlsson, 50 ans, depuis 1987 haut-commissaire des Nations unies pour la Namibie venait de mourir la veille dans l'explosion du Boeing 747 de la Pan-Am au-dessus du village écossais de Lockerbie. Carlsson avait été un des principaux artisans de cet accord. Bernt était mon ami. C'était un homme d'une patience têtue, joyeux aussi et d'une conviction plus dure que le roc. Je l'ai revu pour la dernière fois au début décembre à Genève. À Brazzaville les Sud-Africains, les Américains pour la énième fois venaient de faire volte-face, de renier les engagements immédiatement précédents. J'étais d'humeur morose. Bernt me dit : « T'en fais-pas ! Cet accord sera signé. La Namibie d'abord, puis l'Afrique du Sud seront libres... dans un an, dans dix ans, dans un siècle s'il le faut. » Il ne lâchait jamais. Et chose miraculeuse : ce Suédois réservé, grâce à une honnêteté scrupuleuse, une intelligence ironique, une connaissance extraordinaire des infinies complexités des rapports politiques, [124] économiques de la région, jouissait de la confiance des leaders africains des États du front et des mouvements de libération, des Russes, des Américains et même des Sud-Africains. Il n'y avait que les fous du camp extrémiste du pouvoir blanc, les Treumicht, Terre-Blanche, qui lui vouaient une haine tenace.

Bernt Carlsson faisait partie de ce que nous appelions la « bande à Olof ». Pierre Schorri et quelques autres font partie de cette « bande ». Depuis plus de 25 ans, depuis leur jeunesse militante commune, ces intellectuels pragmatiques, liés entre eux par une profonde amitié, des convictions solides, une espérance presque messianique en le triomphe de la raison, marquent durablement la démocratie Scandinaave. Olof Palme a été assassiné le 28 février 1986. J'ai observé Pierre Schorri et Bernt dans les cérémonies lorsque, sous une forêt de

drrapeaux rouges, devant l'assistance de délégués du monde entier, le souvenir d'Olof était honoré : il y avait chez eux une extrême tristesse, mais aussi une détermination. Ceux qui croyaient, par un assassinat lâche, en plein Stockholm, pouvoir briser le courage de la « bande à Olof » se sont lourdement trompés. Comme pour venger leur ami, les camarades survivants ont redoublé d'efforts. Pierre Schorri, engagé depuis ses premiers contacts avec Issam Sartouï (assassiné à Albufeira, en pleine conférence de l'Internationale socialiste, en 1983), travaillait inlassablement au rapprochement entre les Palestiniens et l'Occident. C'est largement grâce à lui que se sont réunis à Stockholm Arafat et des juifs nord-américains ; rencontre qui a ouvert la voie au dialogue entre les États-Unis et l'OLP. Pierre Schorri, aujourd'hui secrétaire général du ministère des Affaires étrangères à Stockholm, était le véritable *alter ego* d'Olof [125] Palme. Avec Bernt il veillait et continue à veiller à l'héritage lumineux. Bernt, lui, était en charge de la deuxième « obsession » d'Olof : la lutte contre la dictature raciste, le régime terroriste d'Afrique du Sud. Bernt était tout le temps dans les avions, allant de capitale en capitale, vivant dans les chambres d'hôtel, compulsant des dossiers énormes et explorant la moindre voie qui pouvait mener à la paix, à la libération des peuples agressés d'Angola, de Namibie. Combien de fois ne m'a-t-il pas téléphoné — parfois tard la nuit ! « Je suis à Genève, pour 24 heures. On peut se voir ? » Et à chaque fois je trouvais un homme rayonnant, passionné, qui ne semblait ni douter de sa mission ni ressentir la fatigue. Ces hommes extraordinaires — il faudrait y ajouter d'autres noms : celui d'Anderson, l'actuel ministre suédois des Affaires étrangères, d'autres encore — sont peu connus de la société médiatique. Leur ténacité, leurs exceptionnels talents de négociateurs requièrent la discrétion. Mais à eux l'humanité, dans ces années sombres où semblent partout triompher le cynisme d'État et la logique du grand capital multinational, doit quelques-unes des victoires les plus lumineuses.

Bernt Carlsson, militant anti-impérialiste, ami des Palestiniens, des peuples combattants d'Afrique, des mouvements de libération d'Amérique latine, dès ses années d'étudiant, était animé de cette terrible et tendre détermination si particulière aux socialistes Scandinaves. Une nuit, il y a longtemps déjà, Régis Debray me demanda : « Mais qu'est-ce qu'ils ont donc, nos camarades Scandinaves ? D'où leur vient cette foi quasi mystique en la possible victoire du bien sur le mal ? »

[126]

Héritage du protestantisme luthérien ? Longue expérience de la réforme sociale si patiemment conduite dans leur propre pays, la Suède (mais aussi en Norvège, en Finlande) ? Je ne connais pas la réponse claire. Le fait est qu'au sein des Jeunesses socialistes européennes d'abord — où la « bande à Olof » animait le secrétariat ensemble avec Michel Rocard et Peter Jankovitch (futur ministre des Affaires étrangères d'Autriche) —, au sein de l'Internationale socialiste ensuite, Pierre Schorri, Bernt Carlsson ont pour la solidarité entre l'Europe industrielle et le tiers monde mené un combat intelligent, inlassable. Aucune trahison de tel ou tel parti socialiste européen, aucune défaite ne semblaient les décourager.

En 1976, lors du XIII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale socialiste à Genève, Willy Brandt accéda à la présidence ; Felipe Gonzales, François Mitterrand, Mario Soares, Bruno Kreisky à la vice-présidence. Olof Palme dépêcha Bernt comme nouveau secrétaire général de l'organisation. Au Congrès de Vancouver, en 1978, l'Internationale brisait définitivement son ethnocentrisme européen. Elle s'ouvrit largement aux forces progressives du tiers monde. Des stratégies de solidarités financières et politiques efficaces avec le Front sandiniste du Nicaragua, le Front Farabundo Marti du Salvador, l'ANC, la SWAPO se mettaient en place. Ce changement de cap, cette véritable renaissance de l'Internationale (fondée en 1864 par Karl Marx) étaient dus largement au patient travail d'explication, d'organisation de Bernt Carlsson.

À cet homme exceptionnel, le tiers monde comme le socialisme démocratique doivent beaucoup. Bernt Carlsson était — pour prendre les mots d'Alejo Carpentier — un « veilleur de nuit, un ancêtre de l'avenir ».

[127]

## BRUNO KREISKY

[Retour à la table des matières](#)

Au « Zentralfriedhof » de Vienne, a été portée en terre le 7 août 1990 la dépouille mortelle d'un homme qui a transformé radicalement les relations entre les socialistes européens et le tiers monde. Bruno Kreisky, mort à 80 ans d'une longue et douloureuse maladie du rein, était né d'une grande famille d'industriels juifs de Moravie. Regardant de la fenêtre de la vaste maison familiale à Vienne la police casquée massacrer un cortège pacifique d'ouvriers faméliques, il changea de camp. Il avait 15 ans... Depuis lors, cet homme formidablement intelligent, cultivé, au regard bleu clair, aux fines boucles rousses tombant sur un visage pâle, était de tous les combats de rues, de salle, de parlement de la jeune et très réactionnaire République autrichienne. 1938 : Hitler occupe le pays, Kreisky plonge dans la clandestinité, est pris, s'enfuit, échappe par miracle à la Gestapo et à la mort certaine. Cette mort qui décimera une grande partie de sa famille... Exil en Suède. Retour en 1949. Sa fulgurante carrière d'homme d'État est connue de tous : collaborateur étroit du chancelier Raab en 1955, il négocie le *Staatsvertrag* avec Khrouchtchev, l'accord [128] qui scelle le retrait des troupes d'occupation soviétiques, assure l'indépendance, la neutralité de l'Autriche. Ministre des Affaires étrangères en 1959, chancelier de 1971 à 1983. J'ai aimé, admiré Kreisky. Je l'ai vu à l'œuvre au comité exécutif de l'Internationale socialiste dont il a été le vice-président, en fait le coprésident avec son ami intime et complice Willy Brandt. Au comité exécutif siègent les hommes, les femmes les plus divers : ceux qui ont charge de gouvernement et que la raison d'État habite, d'autres — des intellectuels — simples élus du Congrès, Kreisky, en chaque circonstance, faisait alliance avec ceux qui, conscients de l'héritage du socialisme démocratique, plaidaient en faveur de la raison de solidarité. Très souvent, appuyé par Willy Brandt et Olof Palme, il faisait pencher la balance : la large ouverture de l'Internationale aux partis socialistes du tiers monde, d'Amérique latine

notamment, au Congrès de Vancouver 1978, c'était lui. Le constant appui financier, diplomatique au Front Farabundo Marti du Salvador, la mobilisation internationale contre l'invasion terrestre du Nicaragua par les troupes nord-américaines, contre le mirage des ports de Cuba, c'était encore lui. Kreisky était — contre les conseils de prudence des délégués portugais, français — un dénonciateur impitoyable des constantes et nombreuses violations des droits de l'homme en Afrique.

Contrairement à son ministre des Affaires étrangères le brillant Peter Jankovitch, à ses ministres successifs de l'Intérieur Lanc et Blecha, Bruno Kreisky n'appartenait pas à la génération des militants anti-impérialistes, contemporains de l'époque de la décolonisation et qui avaient forgé leurs convictions tiers-mondistes dans les comités de soutien aux mouvements de libération algérien, vietnamien. Son aversion — profonde, durable — [129] pour les dictatures militaires latino-américaines, les régimes néocoloniaux d'Afrique, le système de l'apartheid, avait d'autres racines : Botha, Marcos, Pinochet, Menguist et tous les autres oppresseurs des peuples du tiers monde, Kreisky les assimilait, un peu schématiquement peut-être, aux nazis. Je l'ai entendu plaider la cause des militants de l'ANC, des résistants chiliens, des guérilleros érythréens avec des accents de sincérité, une passion que je n'oublierai pas. Consciemment ou inconsciemment il s'identifiait à chacun d'entre eux. Cette identification prenait sa source dans une cellule humide du pénitencier de Vienne où, des décennies auparavant, le jeune Bruno avait affronté les tortionnaires de la Gestapo.

La haine et la violence auront accompagné Bruno Kreisky jusqu'au bout de son chemin sur terre. Je me souviens de ma dernière visite à Vienne, au début de l'été. Dans la petite maison aux murs vert clair de Nüssdorf, les épaisses plaques de verre et d'acier posées devant les fenêtres du rez-de-chaussée venaient d'être renouvelées : depuis que Kreisky avait pris fait et cause pour la juste lutte du peuple martyr de Palestine, lui et sa famille, y compris son petit-fils aimé, Olivier, vivaient dans la crainte permanente de l'attentat. Je l'ai dit : Kreisky était juif. Un juif convaincu, habité par l'exigence de justice, le sens profond de l'autre, l'amour du persécuté qui sont si décisivement importants dans la tradition hébraïque. Un de ses écrivains préférés était Martin Buber, ses *Chemins de l'utopie*, qui assigne au peuple juif une mission de justice et de paix parmi les nations. Pentecôte 1982 : le Bureau de l'Internationale siège à l'hôtel « Intercontinental » de Helsins-

ki. Kalevi Sorsa préside. Tout le monde est inquiet. Sorsa se tourne vers Shimon Pérès : « Des rumeurs alarmantes courent... Israël prépare-t-il une [130] action militaire d'envergure ? » Pérès lève les yeux au ciel : « Jamais... comment pourrions-nous ? Ces rumeurs relèvent de l'intoxication arabe. » Deux semaines plus tard, c'est l'invasion israélienne du Liban. On apprendra que Begin a, depuis mars, tenu constamment informés les leaders travaillistes des modalités, de la date de l'agression contre le Liban.

Kreisky piqua une colère mémorable : « Ce sont des menteurs... jamais plus je ne siégerai à la même table qu'eux. » Il tint parole. Kreisky espéra ses venues au Bureau de l'IS. Lors de sa dernière apparition au Congrès de Stockholm en juin 1989 — où il fit, marqué par la souffrance, son dernier grand discours public —, Pérès et sa délégation restèrent prudemment à l'Hôtel. Mais, contrairement à ce que l'opinion pense, ce ne sont pas les innombrables missions de paix entreprises par Kreisky dans le Moyen-Orient ni ses amicales discussions avec Arafat ou Kadhafi qui déclenchèrent contre lui cette haineuse campagne de diffamation, orchestrée par les successifs gouvernements d'Israël et certaines organisations new-yorkaises. Un autre événement est à considérer : durant des années, les juifs soviétiques qui, en nombre croissant, quittaient l'URSS, aboutissaient à Vienne, par train direct depuis Moscou. Résistant à de formidables pressions, Kreisky les faisait transiter par un camp d'accueil sous autorité exclusivement autrichienne : chacun des émigrants pouvait nommer le pays où il désirait se rendre. L'immense majorité évidemment choisissait les États-Unis, le Canada, l'Australie... très peu Israël.

Gorbatchev, aujourd'hui, n'a pas de ces pudeurs : chaque mois il pousse dans des avions pour Tel-Aviv des dizaines de milliers d'émigrants juifs. Conséquence : dans les territoires occupés, des Palestiniens sont [131] expulsés de leurs villages, leurs maisons détruites, leurs eaux d'irrigation détournées ; les emprisonnements, déportations, tortures s'intensifient de façon dramatique.

Pour André Malraux, la plus belle chose dont un homme peut rêver c'est d'imprimer par ses actes « une trace sur cette terre ». Par ses combats, ses convictions, ses actes, Bruno Kreisky a creusé un sillon d'où continuera à germer la vie.

[132]

[133]

## ANDRÉ CHAVANNE

[Retour à la table des matières](#)

Que sa famille me pardonne : lorsque, mercredi 26 septembre 1990, en début de soirée, au deuxième étage du palais fédéral, alors que, sorti d'une longue séance du groupe socialiste, je fus abordé par des journalistes m'apprenant la mort d'André Chavanne, je ne sentis ni chagrin aigu ni tristesse violente... mais une vague d'affection, de gratitude qui lentement me submergea. Chavanne le merveilleux ! Il était trop vaste, trop intelligent, trop généreux, trop riche en dons pour tenir entièrement dans les habits étroits d'un unique et singulier rôle social.

Conseiller d'État, ministre de l'Éducation ? Bien sûr il le fut mieux, plus intensément, plus efficacement que probablement tous ses prédécesseurs réunis : quelle fête que le Dies academicus, autrefois morne et inutile, exercice de la vanité professorale, lorsque Chavanne, prenant la parole, explora d'une voix chaude, l'œil brillant d'intelligence, le lancinant problème de l'incarnation : à quelles conditions, dans quelle situation concrète une idée devient-elle force matérielle ? Un savoir théorique mouvement pratique ? Du jardin d'enfants au laboratoire de physique nucléaire, les multiples et infiniment [134] riches institutions de l'éducation, du savoir et de la recherche de notre petite république lui étaient familières.

Intellectuel de haut vol, esprit singulier et incroyablement mobile, Chavanne adorait le débat : sur l'énergie nucléaire nous nous affrontions violemment. Il me reprocha mon ignorance des merveilles de l'atome. « Con que tu es... » me dit-il. Avec affection. De mon côté je lui envoyais régulièrement mes études sur les Yawalorixa, les Candomblés des sociétés de la diaspora africaine du Brésil. Il les lut, les annota avec une extraordinaire humilité, lui, le physicien intraitable.

Jean-Paul Sartre : « Pour aimer son prochain il faut d'abord détester fortement ce qui l'opprime. » Incapable de haine, Chavanne était doué pour la colère. Je l'ai vu, au conseil national à Berne, attaquer les marchands d'armes, l'hypocrisie insondable de la bureaucratie militaire : la salle résonna de sa voix ample ; sur tous les bancs, émus ou pétrifiés d'indignation, nos collègues écoutaient dans un silence rarement acquis.

La démocratisation des études à Genève ? Les ateliers d'apprentissage ? Fruits magnifiques de la colère chavannienne encore... Il ne supportait tout simplement pas l'inégalité, l'exclusion des pauvres, l'humiliation des timides et l'arrogance de ceux à qui, en vertu d'une loi violente de l'argent, dans notre république, le collègue, l'université paraissaient dus de toute éternité.

Dire de Chavanne qu'il était dépositaire d'une vaste culture scientifique, littéraire, théâtrale, cinématographique, est un pléonasme. Cette culture nourrissait son combat politique quotidien. Son horizon, toujours, était la planète. Antiraciste viscéral, il avait, en plus, le savoir de l'autre. Repartir en Bolivie ! Combien de fois, tard le soir, l'esprit hanté par le songe, n'a-t-il pas devant moi rêvé à haute voix au nouveau voyage... [135] comme Rimbaud. Le voyage vers le tout autre : vers un monde enfin réconcilié où des rapports de complémentarité, de réciprocité, tisseraient dans une humanité enfin rapprochée et libre de misère, de mystérieux et insoupçonnés réseaux.

Combien de jeunes socialistes au sens large, vaste, non partisans dans l'acceptation étriquée du terme doivent-ils à André Chavanne leur option de vie ? Au lieu d'un habile plan de carrière dans une quelconque société financière de la place, ils ont choisi — pour un temps, certains pour la vie — l'engagement, de mille manières différentes, dans le dur, patient, obscur combat pour la justice sociale entre les hommes, les peuples. Mercredi passé, vers six heures du soir, le ciel est devenu rouge, comme habité par un incendie. En son milieu, au-dessus du Léman, un large couloir bleu subsistait. J'avais vu pour la dernière fois Chavanne aux Pervenges, la maison de retraite de Carouge, où parmi des dames d'un certain âge il prenait son déjeuner. C'était il y a une semaine. C'était toujours le grand Chavanne, aux gestes assurés, à la carrure impressionnante (bien qu'il fût amaigri). Mais son esprit, curieusement, flottait quelque part, revenait, puis s'absentait de nouveau. Je n'étais nullement choqué ni vraiment in-

quiet. Car l'esprit de Chavanne qui maintenant a quitté pour de bon un corps fatigué, appartient au monde, à l'humanité, à l'histoire, à nous tous.

[136]

Achévé d'imprimer  
sur Offset Bretolienne  
27160 Breteuil-sur-Iton